

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1686 - 3 novembre 2000 - prix : 9F

Le naufrage du «Ievoli Sun»

**Le capitalisme,
ça tue et
ça pollue!**

(p. 2)

Massacres en Côte-d'Ivoire

**La barbarie n'est pas
seulement là-bas...** (p. 3 et 8)



SOMMAIRE

Leur société

- 4 - Avant le sommet de la Gauche plurielle
 - SMIC: un salaire de misère
- 5 - Unedic: le MEDEF exaucé, avec la bénédiction de Jospin
 - Hausse du gaz et rideau de fumée
- 16 - Sécurité sociale: les miettes de Guigou
 - Le budget du Parlement européen: encore des aides aux entreprises

Dans le monde

- 6 - Grande-Bretagne: «Vache folle»: les tromperies du gouvernement britannique
- 7 - Israël: droite ou gauche, la même politique contre les Palestiniens
 - Il y a 60 ans: le Vatican et le nazisme
- 8/9 - Côte-d'Ivoire: une sanglante course pour le pouvoir
 - Russie:
 - Entre Poutine, Chirac et Jospin, ça gaze
 - La guerre de Tchétchénie
 - Les «réformes» de Poutine
- 10 - Espagne: les attentats criminels de l'ETA

Tribune

- 6 - Gauche, peut-être plurielle, mais singulièrement servile

Dans les entreprises

- 11 - Jospin à Lille... rattrapé par les travailleurs de Lever, Alstom, etc.
 - Lever: descente à la direction parisienne
 - Cobelak (Valenciennes): destruction d'emplois
- 12 - Alstom - Saint-Ouen (93): les patrons à la porte pour la journée
 - Packard-Bell-Nec (Angers): grève pour les salaires
 - Equipement (Grenoble): péage bloqué
- 13 - Michelin (Clermont-Ferrand): la colère éclate
- 14 - Rhodia (Saint-Fons-Rhône): grève pour des embauches
 - Fonderies du Poitou (Ingrandes - Vienne)
 - Renault (Flins)
- 15 - Convoyeurs: les profits des banques avant tout
 - Courrier des lecteurs:
 - Shell Berre: la lutte a payé
 - Stages ou travail au rabais
 - A Strasbourg, les «nounous» dans la rue
 - Saint-Brieuc: la réhabilitation de la cité Balzac en question

Le naufrage du «Ievoli-Sun»

LE CAPITALISME, ÇA TUE ET ÇA POLLUE

Le chimiquier *Ievoli Sun* a coulé, mardi matin 31 octobre, au large du cap de La Hague, avec toute sa cargaison de 6000 tonnes de produits hautement dangereux.

2000 tonnes sont solubles dans l'eau mais ce n'est guère rassurant puisqu'il s'agirait de produits qui se décomposent au contact de l'eau... en acide chlorhydrique. Quant aux autres 4000 tonnes, selon la préfecture maritime, elles seraient constituées d'un produit, le styrène, non seulement insoluble dans l'eau mais encore «très toxique, très corrosif et déflagrant», c'est-à-dire susceptible d'exploser. Des spécialistes ajoutent également, histoire de compléter le tableau, que ce styrène «fait partie des produits potentiellement cancérigènes pour l'homme», sans préciser les conséquences pour les poissons, la faune et la flore marines alentour.

En tout cas, sans préjuger de l'ampleur des dégâts et de la capacité existante de résorber la pollution marine que ce naufrage risque d'entraîner, il est survenu dans une zone fréquentée par de nombreux navires de pêche, chalutiers, ligneurs ou caseyeurs... On imagine mal que cette catastrophe leur soit profitable.

Et surtout, pourquoi et comment un tel naufrage, moins d'un an après la catastrophe de l'*Erika*, pour ne parler que de celle-ci et dans cette partie du monde, a-t-il pu survenir? S'il est trop tôt pour définir précisément les responsabilités et les causes de

ce qui s'est passé, en revanche bien des questions se posent, qui ne devraient pas se poser si tout avait été fait, dans ce cas-là comme dans les autres, pour assurer un maximum de sécurité au transport maritime des matières dangereuses, pétrole, produits chimiques et autres.

Pourquoi un tel navire, transportant de tels produits, a-t-il pris la mer malgré la force exceptionnelle de la tempête, présentée d'ailleurs comme l'une des responsables de la voie d'eau qui se serait ouverte dans la coque? Il ne s'agissait pas d'une cargaison de médicaments indispensables, attendus, de vivres périssables, à livrer sans délai. Il n'y avait aucune urgence pour faire prendre des risques sur une mer déchaînée... sinon des urgences en matière de rentabilité, tout retard risquant de se traduire par un manque à gagner, voire par des pertes. Le tanker se dirigeait vers Berre. Qu'est-ce qui le pressait à ce point sinon des questions d'argent?

Le navire lui-même avait été construit en 1989 et avait donc onze ans, ce qui paraît-il, n'est pas très vieux pour ce type de bâtiment. Il semblait également à peu près en bon état, contrairement à la situation lamentable dans laquelle se trouvait l'*Erika*. Mais certains soulignent cependant que son armateur est spécialisé, certes en transport de produits chimiques mais «sur de petites distances», en cabotage, ce qui n'a évidemment rien à voir

avec le transport de produits toxiques depuis la Hollande jusqu'au port de Bar sur la côte du Monténégro, pour le compte de Shell et d'Exxon-Mobil. En matière de qualité et de sécurité, lors d'un contrôle aux Pays-Bas, le *Ievoli Sun* avait d'ailleurs été gratifié par les spécialistes d'un coefficient seulement «moyen». Et il n'est pas non plus très rassurant d'apprendre que la société de classification, chargée officiellement d'évaluer les défauts du bateau, était la même que celle qui avait certifié la navigabilité de l'*Erika*...

Moins d'un an après celle de l'*Erika*, voici donc une nouvelle catastrophe avec le naufrage du *Ievoli Sun*, tant il est vrai que l'irresponsabilité gouverne toujours ceux qui font des affaires dans le cadre de ce type de transport: les armateurs, les sociétés de contrôle, les transporteurs, les sociétés pétrolières et industrielles propriétaires des cargaisons, etc. Et face aux intérêts de ces gens-là, pour mettre la terre, la mer et l'humanité à l'abri de catastrophes écologiques ou autres, il faudrait beaucoup plus que les quelques paroles velléitaires du gouvernement Jospin et de son ministre PCF des Transports, Gayssot, qui avait annoncé des dispositions de prévention, de secours, de contrôle de la sécurité, etc., après le naufrage de l'*Erika*... et qui annonce maintenant qu'il va agir pour que l'Europe se hâte un peu moins lentement de prendre des dispositions.

Lucienne PLAIN

La prochaine réunion du Cercle Léon Trotsky

aura pour thème:

ÉTATS-UNIS :
QUELLE
«REPRISE»
ÉCONOMIQUE?
L'ENVERS DU
DÉCOR

Vendredi
10
novembre
à 20h 30

Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor (5^e)
Métro Maubert
Mutualité

Participation aux frais : 20F

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE À GRENOBLE

Dimanche
19 novembre
à partir de 11 h 30

Salle du Prisme
à Seyssins

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de *Lutte Ouvrière*, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

http://www.lutte-ouvriere.org e-mail: journal@lutte-ouvriere.org

La Société d'Éditions de *Lutte Ouvrière* - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél. 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulowicz, Jean-Claude Hamon, Directeur de publication et responsable de la rédaction; Michel Rodinson. Tirage: 13 400 exemplaires. Composition: [Et Associés]. Impression: Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!

Les chèques de soutien à *Lutte Ouvrière* doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de *Lutte Ouvrière*, et à envoyer à: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM:
PRÉNOM:
ADRESSE:
CODE POSTAL et VILLE:
COMPLÈMENT D'ADRESSE:
Je m'abonne à: LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de:
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de:
Règlement:
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Éditorial des bulletins
d'entreprise du 30 octobre

LA BARBARIE N'EST PAS SEULEMENT LÀ-BAS...

■ Ceux qui ont vu à la télévision le charnier découvert à Abidjan, en Côte-d'Ivoire, ne pouvaient ressentir que de l'horreur mêlée de dégoût. Les 57 jeunes, dont on a retrouvé les cadavres, ont été exécutés lors d'une flambée de violence provoquée.

Depuis plusieurs années, la Côte-d'Ivoire s'enfonce dans une crise économique due aussi bien à la chute du prix des matières premières qu'au pillage des grands groupes capitalistes, dont la plupart sont français, et à la corruption du régime ivoirien lui-même. Cette crise a appauvri une population déjà pauvre. Car, si la Côte-d'Ivoire passait pour un pays où ceux qui avaient des capitaux pouvaient faire beaucoup d'argent, l'écrasante majorité de sa population vit dans la pauvreté. Mais la Côte-d'Ivoire connaît aussi, depuis la mort de son vieux dictateur Houphouët-Boigny, le protégé de l'impérialisme français, une crise de succession. Et c'est à coups de démagogie xénophobe que s'affrontent les clans politiques rivaux. Cette démagogie est particulièrement grave dans un pays dont plus d'un tiers de la population – surtout des travailleurs – est originaire d'autres pays d'Afrique, le Burkina-Faso notamment, et elle conduit, aussi, à opposer les populations du Sud à celles du Nord.

Il faut « remettre les étrangers à leur place », voilà le message répété par les dirigeants et relayé par une presse aux ordres. « Ce sont eux les responsables de la pauvreté

et du manque de terres ».

Cette démagogie doit nous rappeler quelque chose, ici en France. Ici aussi, il s'est trouvé des crapules d'extrême droite pour accuser les travailleurs immigrés d'être responsables du chômage. Et on a vu des politiciens de droite, voire prétendument de gauche, reprendre cette démagogie pour que le mécontentement se détourne des vrais responsables. Eh bien, en Côte-d'Ivoire, cela a conduit au drame.

La haine semée depuis des années s'est transformée en tempête lors de l'élection présidentielle. Cette élection devait mettre un terme à dix mois de régime militaire. Pour le général Guéi, chef de la junte militaire, elle n'était destinée qu'à prolonger son pouvoir et à le légitimer. Pour être plus sûr de gagner, il a fait écarter la candidature de Ouattara, un de ses concurrents les plus dangereux, en prétendant qu'il n'était pas ivoirien d'origine. Il l'a fait avec la complicité du principal concurrent resté en lice, Gbagbo, un homme qui est un ami des dirigeants du Parti Socialiste français. Le gouvernement français a donné sa bénédiction à cette élimination peu démocratique de candidats.

Guéi a poussé la mascarade jusqu'au bout et s'est proclamé vainqueur malgré le résultat contraire qui se dessinait dans les urnes. Mais les quartiers populaires, qui en avaient assez de la dictature militaire, assez du racket quotidien des soldats, ont réagi et obligé Guéi

à fuir. Gbagbo s'est déclaré président, aussitôt contesté, avec quelque raison, par le clan de Ouattara. L'affrontement est devenu racial, ce que non seulement l'armée et la gendarmerie n'ont pas cherché à arrêter mais ce à quoi elles ont participé.

Même si la violence fratricide retombe, elle laissera des traces dans les quartiers populaires, dans l'espace étroit des courées où l'on vit côte à côte, dans une même pauvreté que seule la solidarité atténue un peu.

Ceux qui ont semé la haine se lavent les mains des conséquences. Le nouveau président propose un gouvernement d'union nationale et il a appelé au calme en compagnie de son rival. Mais ce sont ces gens-là qui ont armé les bras qui ont tué.

Les autorités françaises ont couvert la démagogie xénophobe des dirigeants ivoiriens. Et comment ne pas rappeler la responsabilité des grands groupes économiques français qui pillent à mort ce pays ?

Oui, le charnier d'Abidjan nous a montré une image de la barbarie. Mais cette barbarie n'est pas seulement celle des bandes racistes qui sévissent dans les quartiers pauvres. Elle est le fait des dirigeants qui les ont dressés les uns contre les autres. La barbarie, c'est surtout la misère, matérielle et morale, que l'impérialisme provoque et entretient partout où il domine.

Arlette Laguiller

RÉUNIONS PUBLIQUES LUTTE OUVRIÈRE avec Arlette LAGUILLER

DOLE

Vendredi 3 novembre
à 20 heures
Salle des fêtes

CHARLEVILLE- MEZIERES

Mardi 7 novembre à 20 h 30
Hôtel-de-Ville de Mézières

STRASBOURG

avec Roland ROBERT
Ouvrier dans l'automobile
Mercredi 15 novembre
à 20 heures
Palais des Congrès
Place de Bordeaux

NANTES

avec Hélène DEFRANCE
Vendredi 17 novembre
à 20 h 30
Salle de la Manu
10 bis, Boulevard de Stalingrad

BREST

avec André CHERBLANC
Mardi 21 novembre
à 20 h 30
Salle Mac Orlan
Rue de la Porte

ARLES

Jeudi 23 novembre
à 19 heures
Salle des Fêtes
Maison des Associations
3, Boulevard des Lices

CALAIS

avec Dominique WAILLY
Vendredi 24 novembre
à 20 heures
Salle Paul-Caron
rue du Général Marguerite
(Quartier des Cailloux)

BEAUVAIS

Vendredi 1^{er} décembre
à 20 heures
Salle du Franc Marché

METZ

Dimanche 10 décembre
à 16 heures
Salle Braun
16, rue Mozart

Gauche plurielle

BATAILLE EN RASE-MOTTES POUR UN SOMMET

La discussion budgétaire ainsi que la préparation du « sommet de la gauche plurielle » prévu pour le 7 novembre, si le projet ne capote pas d'ici là, donnent lieu à des escarmouches au sein de la majorité gouvernementale que personne ne prend au sérieux, même pas, semble-t-il, leurs protagonistes.

Certes, du PCF aux Verts en passant par les Radicaux, chacun tient à marquer sa différence. Les Radicaux de gauche tenaient très fort à ce que l'amendement supprimant la vignette auto pour les artisans porte leur nom. Les députés du PCF refusaient – en vain – la baisse des impôts sur le revenu pour les deux tranches supérieures. Et finalement les Verts et le PCF n'ont pas voté la partie recettes du budget, ce qui sera sans conséquences, et purement symbolique. D'ailleurs pour corriger sans tarder ce geste frondeur, et montrer qu'ils n'avaient pas l'intention de quitter le sillage du PS, les députés du PCF se sont empressés de voter le budget de la Sécurité sociale présenté par la toute nouvelle ministre de l'Emploi, Elisabeth Guigou, qui s'est félicitée de leur galanterie.

Les Verts quant à eux grondent un peu, dans le cadre de la préparation du sommet de « la gauche plurielle », et réclament la mise en place d'un scrutin

proportionnel pour les futures élections législatives de 2002. Sinon la proportionnelle, disent-ils, que l'on en injecte au moins une petite dose, une petite pièce, s'il vous plaît. D'entrée, le représentant du PS a répondu qu'il n'en était pas question d'ici 2002, sans même prendre la peine de se justifier sur le fait qu'il s'agissait d'une promesse préélectorale de Jospin. Les promesses des politiciens, on le sait bien, n'engagent que ceux qui y croient. Mais, dans ce cas, les socialistes tiennent à la situation actuelle, qui oblige les Verts à dépendre de la « générosité » du PS s'ils veulent avoir des députés à l'Assemblée.

Ces criaileries des composantes de la gauche plurielle n'ont guère de signification, pas plus que cette prétendue menace de démission de Jospin, destinée, prétend-on, à ramener l'ordre dans la majorité. Jospin n'a pas besoin de cela. Il sait qu'il peut disposer de l'allégeance de ses partenaires-vassaux, qui n'ont pu accéder au fromage du pouvoir, et s'y maintenir, que par sa volonté.

La guéguerre actuelle n'est pas menée sérieusement par ses protagonistes, et sans être devin, on peut prédire que le sommet de la gauche plurielle va accoucher d'un souriceau. En supposant qu'il n'avorte pas d'ici là.

Alain VALLER

SMIC

UN SALAIRE DE MISÈRE

Des dirigeants du Parti Socialiste viennent de proposer que le Smic soit indexé sur la croissance; c'est-à-dire que si l'ensemble des richesses produites dans le pays en un an – ce qu'on appelle le Produit Intérieur Brut ou PIB – monte par exemple de 3%, le Smic serait augmenté automatiquement de 3%. On laisse même entendre que Jospin, à la recherche de propositions qui donneraient un cachet plus social à sa politique, se laisserait tenter par ce projet.

Mais c'est le genre de fausse bonne idée qu'affectent les politiciens : cela ressemble à une mesure logique, nouvelle, et ils laissent entendre que cela résoudrait de façon radicale le problème de l'évolution du Smic. Mais c'est surtout un attrape-nigaud.

Rappelons d'abord que le C de Smic évoquait justement un lien avec la croissance. Quand l'ancien SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti) a été remplacé par le Smic (Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance), c'était explicitement

pour que les bas salaires profitent, nous disait-on à l'époque, de la croissance. Et de fait, le Smic a augmenté à peu près au rythme du PIB. En tout cas, depuis au moins dix ans, les deux courbes sont à peu de chose près identiques. Le réglage se fait actuellement « à vue de nez » : le Smic est plus ou moins indexé sur l'évolution des prix et des salaires, mais il reçoit aussi chaque année un « coup de pouce », qui dépend des calculs politiques du moment, mais qui dans les faits lui fait suivre à peu près la croissance.

Mais cela n'empêche pas le Smic d'être beaucoup trop faible ! C'est même une évidence : le Smic n'est pas un vrai salaire, il est plutôt une espèce de seuil, de repère, de la misère. Les politiciens en sont à discuter doctement de la tentation qu'auraient certains chômeurs de rester sans travail plutôt que de passer 35 heures (ou plus) par semaine à l'usine ou au bureau pour gagner cette misère. Cela illustre le fait que le Smic est ridiculement bas.

Le pire est que de nombreux salariés gagnent nettement moins que ce Smic. Celui-ci ne représente nullement un plancher infranchissable. Avec le développement de la précarité, du temps partiel imposé – comme pour ces caissières de supermarché qui tra-

vailent à mi-temps par tranches tellement découpées qu'il est impossible de trouver un autre travail en complément – avec les emplois spéciaux pour les jeunes et autres stages bidon, de très nombreux salariés sont non seulement en-dessous du Smic mais gagnent moins que le seuil de pauvreté, que l'on évalue en France à 3 500 F par mois. Il y a ainsi en France 860 000 salariés qui travaillent douze mois sur douze, mais qui n'atteignent pas ces fameux 3 500 F, et près de 450 000 salariés qui sont en-dessous de ce seuil parce que, sans être comptés comme chômeurs, ils n'ont pas réussi à trouver du travail tous les mois. Sans compter les nombreux chômeurs qui sont eux aussi en-dessous du seuil de pauvreté (plus de 500 000 chômeurs sont dans ce cas). La situation de ces « travailleurs pauvres » comme on dit aujourd'hui touche aussi les gens qui vivent sous le même toit, ce qui multiplie encore ces chiffres.

Pour que les revenus des salariés du bas de l'échelle sociale deviennent décentes, il ne suffira évidemment pas d'indexer le Smic sur la croissance, mais il faudra un grand coup de colère, et un grand coup d'ascenseur pour l'ensemble des salaires.

Roger PÉRIER

La lutte antiviolence à l'école vue par Jack Lang

PAS DE QUOI S'ÉNERVER

Mardi 24 octobre, Jack Lang, qui doit quand même de temps en temps montrer qu'il existe en tant que ministre de l'Éducation nationale, a officiellement installé une nouvelle commission, le Comité national de lutte contre la violence à l'école. Il a pour but d'identifier les problèmes en la matière et de proposer les réponses adaptées. Il doit se réunir au moins... trois fois par an !

Ce comité ne risque pas d'améliorer une situation toujours aussi grave, malgré les nombreuses initiatives du même acabit prises par les gouvernements successifs.

La suppression de la violence telle qu'elle s'est développée en milieu scolaire relève de la transformation de la société. Mais pour juguler au moins le problème, ou du moins en limiter les effets les plus graves, les solutions sont connues. Il faut du personnel en nombre suffisant, avec des directions d'établissements à la hauteur, la stabilité des personnels dans les établissements.

Ces quelques pistes, qui relèvent de l'évidence, exigent au préalable que l'on y mette les moyens budgétaires à la hauteur des besoins. Mais la réalité est bien différente. De jeunes enseignants se retrouvent souvent dans les établissements les

plus difficiles et les quittent dès que possible. Les directions d'établissements sont débordées, leur recrutement est difficile. Les relations établies avec l'extérieur des établissements sont rarissimes.

Alors Lang intronise la énième commission. Autrement dit, du

vent. Cela aidera à classer le problème et à caser du même coup, quelques amis politiques; à supprimer la violence certainement pas... Mais Lang n'a pas été désigné pour cela.

Michel ROCCO

Au sommaire de Lutte de Classe n°53 octobre 2000

- France
La situation intérieure au lendemain du référendum
- Côte-d'Ivoire
Lutte pour le pouvoir et montée des menaces
- Irak
Dix ans de guerre impérialiste contre la population
- États-Unis
L'héritage de Clinton : huit ans d'attaques contre la classe ouvrière et les pauvres
- Tribune de la minorité
Les nouveaux rapports de force dans le monde après la fin de l'URSS

Prix : 10 F. Envoi contre 12 F en timbres

Convention UNEDIC LE MEDEF EXAUCÉ, AVEC LA BÉNÉDICTION DE JOSPIN

Ce qui apparaissait comme une certitude, après le coup de fil nocturne de Jospin à Seillière, le président du Medef, le 15 octobre, n'a effectivement pas traîné. La procédure d'agrément de la nouvelle convention Unedic a été engagée par le gouvernement le 28 octobre.

Après quelques mois de tergiversations, les simagrées gouvernementales ont pris fin dans les délais qu'il s'était fixés. A deux reprises, en juillet et en septembre, Aubry et Fabius avaient refusé d'entériner le texte initial. Cela n'était, à l'évidence, que partie remise. Le 14 septembre Seillière avait réaffirmé avec arrogance que, pour le patronat, il n'était pas question de «laisser vider de son contenu et détruire le système mis en œuvre pour le simple plaisir d'avoir un agrément». Ce à quoi le cabinet d'Aubry avait répliqué que si les signataires de la convention se contentaient d'aménagements cosmétiques, l'Etat ne donnerait pas son aval.

Ces répliques qui relèvent du théâtre de boulevard n'ont pas tenu longtemps. Dans la version qui «satisfait» maintenant le gouvernement, on peut dire qu'en dépit des modifications de vocabulaire, l'essentiel de ce qui tenait à cœur au patronat a été préservé.

Alors qu'actuellement plus de la moitié des chômeurs ne touchent aucune indemnité, les patrons ont engagé cette nouvelle convention d'assurance-chômage, accompagnée du «Plan d'aide au retour à l'emploi» (Pare), qui ne vise pas à améliorer l'aide aux chômeurs en élargissant le champ et l'importance de l'indemnisation, mais qui au contraire aboutira, à terme, à la réduire et à la rendre plus précaire. En effet avec cette nouvelle convention les chômeurs seront bien plus encore sous la menace de perdre toute indemnité s'ils refusent un emploi correspondant à «leurs capacités professionnelles» (selon la nouvelle formulation adoptée; mais qui détermine ces «capacités»?), même si cet emploi est assorti d'un salaire bas ou d'un contrat tout à fait précaire.

Cette convention de l'Unedic profitera également au patronat d'une autre façon. En effet, la moitié des excédents de recettes de la caisse d'assurance chômage sera

affectée, non à augmenter le nombre des chômeurs indemnisés ou le montant des indemnités, mais à réduire les cotisations patronales. Comme on le constate, cette convention qui s'inscrit dans une prétendue «refondation sociale» améliorera bien plus le sort des patrons que celui des chômeurs. Car si les patrons ont reculé par rapport à leurs projets initiaux, ce n'est pas pour autant qu'ils sont revenus à la situation de départ, pourtant loin d'être satisfaisante. L'introduction de formulations plus floues, le report de la date où les réductions des charges sociales patronales prendront effet n'empêchent pas que la situation des chômeurs deviendra encore plus précaire, et les conditions et la durée de leur indemnisation plus aléatoires, alors que dans le même temps la contribution patronale sera plus légère.

Mais la victoire des patrons n'est pas que financière et juridique. Elle est aussi politique et morale. Car c'est dans le cadre choisi et imposé



Denis Kessler, vice-président du MEDEF rayonnant lors d'une réunion sur l'assurance chômage.

par le Medef à Notat, à la CFTC, à la CGC, et désormais à Jospin que la discussion s'est de bout en bout située.

La dirigeante de la CFDT en a conclu que: «Signer un accord, c'est amener le patronat à des engagements. [...] La vie contractuelle a besoin de signataires dans le camp patronal et dans le camp syndical». Une manière de dire qu'avec la CFDT version Notat le camp patronal n'a rien à craindre, il est assuré de trouver à tous les coups un avocat presque benévole, car lorsque la CFDT annonce le lancement d'une campagne intitulée «Pare, le bon plan pour retrouver un emploi», elle compte bien que ce plan assurera des sinécures plus nombreuses pour elle-même.

Quant aux confédérations CGT et FO, qui n'ont pas signé la convention, elles se sont cependant bien gardées de mettre leur poids militant à encourager et à préparer les travailleurs à contrecarrer la mise en place du plan concocté par le

Medef. Le 20 octobre, le dirigeant de la CGT, Bernard Thibault, demandait encore à Jospin d'organiser une réunion de l'ensemble des syndicats et du patronat sous l'égide du gouvernement pour «clarifier l'interprétation» du nouveau projet de convention Unedic. Il déclarait aussi avoir «demandé à ce que le gouvernement prenne une initiative [...] pour que chacun exprime son opinion sur les conséquences et la lecture qu'il a du projet de convention». Encore disait-il, le texte «laisse d'énormes ambiguïtés». Comme si la volonté du patronat et la soumission du gouvernement n'étaient pas évidentes dès le départ, comme il est évident que les patrons n'ont en rien abandonné leurs exigences.

Quant à la confédération FO, son refus actuel cache bien mal son désir de maintenir le paritarisme, c'est-à-dire de préserver le cadre qui permet au Medef de pratiquer son chantage et de rester maître du jeu.

Annie ROLIN

HAUSSE DU GAZ ET RIDEAU DE FUMÉE

Le prix du gaz vient d'augmenter, le 1^{er} novembre, de 13%. Il avait déjà subi une hausse, le 12 juillet de cette année, de 6,8%, après des années de lente diminution. Il devrait encore augmenter au printemps prochain et l'augmentation à venir serait en définitive de 25 à 30% (Gaz de France souhaite 30%). Mais comme le prix du gaz est indexé sur celui du pétrole, la hausse dépendra donc du prix du baril.

On nous présente cette hausse comme inévitable, car «mécaniquement» liée au pétrole, ou résultant d'accords internationaux, ou liée à la hausse du dollar. Mais tout ceci n'est qu'un rideau de fumée.

Gaz de France ne produit quasiment pas de gaz naturel, et doit donc l'acheter sur le marché international, et les prix du gaz aug-

mentent partout.

Est-ce à dire qu'il y aurait rarefaction, comme on l'a prétendu (faussement) pour le pétrole? Pas du tout; au contraire, le gaz naturel est toujours considéré comme «l'énergie de l'avenir», celle du XXI^e siècle. Les réserves prouvées dépassent soixante ans de consommation, et les pays qui «sortent» (ou prétendent sortir pour être plus exact) du nucléaire envisagent de remplacer les centrales atomiques par des centrales au gaz naturel.

Dans le cas du pétrole on accuse volontiers les pays de l'OPEP, en «oubliant» que dans ces pays-là (et surtout dans le transport, le raffinage et la distribution à l'échelle mondiale) ce sont les grandes compagnies, les six «majors» (autresfois sept, avant que deux d'entre-elles ne fusionnent) qui contrôlent tout.

Dans le cas du gaz, les pays de l'OPEP sont beaucoup moins représentés. Le premier producteur, et de loin, est le russe Gazprom. L'ex-URSS détient plus du tiers des réserves mondiales, et les principaux pays producteurs sont, dans l'ordre, la Russie, les

Etats-Unis, le Canada (qui exporte sa production aux USA) l'ensemble des pays riverains de la mer du Nord (Grande-Bretagne, Pays-Bas, Norvège), et ensuite le Moyen-Orient (lequel a tout de même d'énormes réserves, juste après la Russie).

Certains pays producteurs ont des compagnies d'Etat: Gazprom, Sonatrach pour l'Algérie, Pemex au Mexique, etc., plus ou moins liées aux capitaux privés. Mais dans le domaine du gaz naturel, comme dans celui du pétrole, ce sont les mêmes «majors» qui font la loi. Non seulement ce sont les mêmes, mais les trusts du pétrole ont déjà acheté ces dernières années des compagnies d'électricité, afin de leur vendre «en interne» leur gaz naturel.

Ce n'est ni la Russie ni l'Algérie, qui sont à l'origine de la hausse actuelle (et à venir). Ces pays profitent bien entendu de l'augmentation des tarifs, mais ils n'étaient pas en état de l'imposer. Ce sont les trusts du pétrole, qui ont, de concert comme à leur habitude, décidé d'augmenter les prix internationaux, derrière ceux du

pétrole, en invoquant ce fameux argument de «l'indexation sur les prix du pétrole» qui n'est rien d'autre qu'une décision de leur part!

Gaz de France achète principalement son gaz à la Russie (environ un tiers), puis aux pays de la mer du Nord, puis à l'Algérie. Et là-dedans on aimerait savoir ce que GDF paiera aux trusts, et en particulier à TotalFinaElf, gros producteur de gaz...

Pour les consommateurs, et surtout pour les familles modestes, cette hausse est parfois catastrophique. La facture du chauffage est un des gros postes du budget. Beaucoup avaient déserté le «tout électrique» trop cher, pour se rabattre sur le chauffage au fioul ou au gaz. Or le fioul vient de grimper énormément (et ce n'est peut-être pas fini), et le gaz naturel à son tour est en pleine ascension.

Ajoutons que dans la plupart des pays où l'électricité est fabriquée dans des centrales thermiques fonctionnant au gaz naturel, il faut s'attendre logiquement à une hausse des prix de l'électricité!

Bref, les grands trusts du pétrole, après avoir entassé des milliards de profits avec la hausse du pétrole, doublent leur opération avec le gaz.

Et les gouvernements impérialistes du monde entier laissent évidemment faire, car partout ce sont les «majors» qui commandent.

André VICTOR

**RENCONTRE
AVEC LES
MILITANTS
DE LUTTE
OUVRIÈRE
À CHÂTEAU-
THIERRY
(Aisne)
SAMEDI 4 ET
DIMANCHE 5
NOVEMBRE**

À la foire, place de l'Hôtel-de-Ville

Débats à 11 h 30 et 16 heures le 5 novembre dans le stand de Lutte Ouvrière

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

GAUCHE PEUT-ÊTRE PLURIELLE MAIS SINGULIÈREMENT SERVILE

En visite à Lille vendredi 27 octobre, où il devait inaugurer une nouvelle ligne de métro, Jospin, accompagné d'un certain nombre de ministres – dont trois du Parti Communiste – et de nombre d'élus, s'est fait accueillir par Martine Aubry, en pleine campagne électorale des municipales, mais aussi – et c'était moins prévu – par 300 manifestants de l'Alstom, de Siemens et de Lever, menacés de perdre leur emploi, qui criaient : « Jospin, du travail ! Pas des discours ! »

A ces derniers il a été répondu par un tir de grenades lacrymogènes et une violente charge de CRS. Le chef de la « gauche plurielle » stimulé par les détonations et les bousculades, a alors prononcé quelques paroles condescendantes sur le sort de ces « personnes qui ont, ici, été matraquées par le cataclysme industriel ». C'était sans ironie !

S'il est vrai que les patrons n'ont pas cessé de taper sur les travailleurs ces dernières années, force est quand même de reconnaître que dans cette tâche ils ont largement été épaulés par les gouvernements successifs, de droite comme de gauche. Et celui de Jospin n'est pas en reste, il l'a montré avec sa prétendue loi des 35 heures, il vient d'en administrer une nouvelle preuve en s'engageant à reconnaître l'accord sur le Pare.

Gayssot le ministre PCF des transports, présent à Lille auprès de Jospin au moment des échauffourées, si l'on en croit *Le Parisien* du 28 octobre aurait dit : « Je comprends ces gens et je suis malheureux quand je vois cette violence ». D'autant plus malheureux que nombre des électeurs du PCF l'auront eux aussi sans doute vue et appréciée à une plus juste valeur que Gayssot, c'est-à-dire mise au débit du gouvernement de la « gauche plurielle », qui montrait là son vrai visage.

Ça tombe d'autant plus mal pour le PCF que celui-ci tente en ce moment – les Verts aussi d'ailleurs – de se démarquer, « à gauche », pour éviter de partager, sinon de récupérer, la plus grosse part du discrédit de la politique du gouvernement auprès des travailleurs. C'est ainsi que les députés du PCF n'ont pas voté la partie recettes du projet de budget pour 2001. Ils n'ont tout de même pas voté contre, à part trois d'entre eux, mais se sont abstenus, ayant sans aucun doute calculé qu'ainsi ils ne risquaient pas de mettre Jospin en minorité.

Après une telle « audace », Alain Bocquet, président du groupe PCF à l'Assemblée, s'est d'ailleurs empressé de déclarer : « Il y a un problème de méthode, une sorte d'hégémonie rampante du PS, mais les Communistes ne quitteront jamais la majorité plurielle ». Voilà Jospin rassuré. D'ailleurs le PS aide le PCF à jouer le jeu. Il accepte de laisser paraître quelques petites mesures en matière de budget de la Sécurité sociale comme des concessions faites au PCF : 2,2% d'augmentation au lieu de 1,7% sur le minimum vieillesse, relèvement du plafond de la CMU de 3 500 F à 3 600 F,

allègement dégressif de la CSG pour 1,4 fois le SMIC au lieu de 1,3 fois, abrogation de la loi Thomas – qui n'avait jamais été appliquée – sur les fonds de pension...

Autant de « mesurées » que le PCF va pouvoir mettre au compte de la « pression » qu'il exerce au gouvernement et de son « intransigeance ». De la même façon qu'il a pu s'attribuer la baisse – très – momentanée de 20 centimes de l'essence... après qu'elle ait augmenté de plus d'un franc ! Cette fois il est vrai au prix d'une petite démonstration de rue, après s'être assuré toutefois qu'il était bien tard pour rejoindre la masse de ceux qui ne l'avaient pas attendu pour manifester leur mécontentement.

Ce petit jeu de l'opposition, le PCF le joue aussi à propos des salaires. Il le prétend du moins, et une grande partie des médias fait comme si elle y croyait. Mais là encore « l'audace » est plus que relative. Le PCF revendique 6% sur le SMIC... On est loin des 8 500 F mis en avant à une époque par la CGT ! Le PCF ne parle d'ailleurs que du SMIC et pas des autres salaires.

Le Parti Socialiste, en réponse et dans la perspective du sommet de la gauche plurielle programmé pour le 7 novembre, a fini par proposer d'indexer le SMIC sur la croissance, et le PCF s'est montré intéressé. Pour Paul Magnon, membre du collège exécutif et chargé des relations avec les partis de gauche : « Cela reste à préciser, mais s'il s'agit de faire progresser le SMIC de 3,5% (comme le PIB), c'est plutôt positif ». Ajoutant tout réjoui : « En une semaine, le Parti Socialiste, qui ne voulait pas entendre parler de hausse des salaires, a beaucoup évolué ». Il oublie de dire que depuis 1990, SMIC et croissance ont évolué de la même façon, on en voit le résultat. Sans compter qu'avec un retour de conjoncture, une telle indexation pourrait fort bien s'effectuer au détriment des smicards. Il n'y a qu'en prenant sur les profits des grandes entreprises, passés et présents, qu'à coup sûr les salariés seraient gagnants. Mais ce n'est pas un objectif pour le PCF que pour le PS.

Le PCF voudrait avoir la couleur de l'opposition, le goût de l'opposition, mais sans être une véritable opposition. S'il voulait l'assurance de ne pas voir sa politique confondue avec celle du gouvernement Jospin, c'est 8 500 F qu'il revendiquerait pour le SMIC et au moins 1 500 F pour tous les autres salaires et les minima sociaux.

Avec le risque, ou plutôt la chance, qu'en proposant à la classe ouvrière de tels objectifs, son opposition puisse sortir des discussions de salon ou des couloirs de Matignon et déboucher dans les usines et dans la rue. Ce qui ne saurait déplaire aux travailleurs les plus combattifs. Et parmi eux, sans doute à nombre de militants de base et d'électeurs du PCF.

Louis GUILBERT

Le numéro 11 (septembre-octobre) de *Convergences révolutionnaires* est paru. Au sommaire un dossier sur la « refondation sociale » du MEDEF et les attaques tous azimuts du patronat. Des articles sur essence et pollution : le faux débat ; la rentrée de Jack Lang ; le Mexique après la chute du PRI. Des correspondances sur les 35 heures à la Poste ou le scandale des éthers de glycol.

Pour se procurer ce numéro écrire à Lutte Ouvrière, fraction L'Étincelle (F).
Abonnement : un an 60 F, de soutien 100 F.

Dans le monde

Grande-Bretagne

Vache folle

RAISON D'ÉTAT ET DÉFENSE DES TRUSTS

Après deux ans d'activité la commission d'enquête sur la maladie de la « vache folle » présidée par Lord Phillips vient de rendre son rapport. Ses conclusions peuvent se résumer en une phrase : « Le gouvernement a agi de façon totalement appropriée face à cette crise ». Tout au plus est-il fait référence à des « erreurs de jugement » faites par certains ministres sur la foi de rapports « ambigus » présentés par les hauts fonctionnaires et experts à leur service.

Voilà donc les ministres conservateurs, qui ont réussi à empêcher pendant douze ans toute mesure efficace contre le développement de cette maladie, lavés de toute responsabilité. Alors qu'il ressort de tous les documents et témoignages contenus dans les seize volumes constituant le rapport de la commission Phillips que c'est la négligence criminelle de ces ministres et leur volonté de ne pas porter atteinte aux profits des trusts de l'agro-alimentaire, qui a fini par entraîné la mise à bas de toute une partie du cheptel britannique et le développement d'une maladie chez l'homme qui a déjà fait 85 victimes en Grande-Bretagne et dont on craint qu'elle en fasse beaucoup d'autres, peut-être même des dizaines de milliers.

Il fallut en effet quatre ans à partir de la découverte du premier cas de « vache folle » en 1984 pour que le gouvernement britannique se résolve à imposer l'abattage des animaux malades pour empêcher que leur viande soit consommée par les humains et à interdire l'usage de cervelles et de tissus nerveux bovins dont les scientifiques pensaient qu'ils étaient le vecteur de dissémination de l'épidémie, dans la fabrication d'aliments pour bétail. Mais rien ne fut fait pour surveiller des abattoirs, dont les statistiques officielles disaient que 60% n'étaient même pas aux normes d'hygiène de l'Union Européenne. Les inspections vétérinaires restèrent basées sur le volontariat et les effectifs des inspecteurs si réduits qu'ils n'auraient de toute façon pas pu faire face.

On ne saura sans doute jamais la quantité d'aliments bovins susceptibles d'être contaminés qui fut vendue en Grande-Bretagne au cours des années suivantes. Mais ce que l'on sait, c'est que cette interdiction de vente ne fut

étendue aux exportations que huit ans plus tard, de sorte que quelque 200 000 tonnes d'aliments pour animaux susceptibles d'être infectés furent exportés en partie vers l'Europe, mais essentiellement vers les pays pauvres de l'ancien empire britannique et vers des pays comme la Turquie et la République Tchèque.

En fait toute la politique gouvernementale se résuma de 1984 à 1996 à celle définie par cette phrase d'un memorandum interne datant de 1987 qui recommandait d'éviter toute publicité « susceptible de susciter des revendications hystériques en faveur de mesures gouvernementales draconniennes et le rejet des exportations britanniques ». Il fallait à tout prix protéger les intérêts des grands groupes de l'agro-alimentaire qui contrôlent la commercialisation de la viande de bœuf et de tout ce qui se rattache à l'élevage.

Face au tollé que les conclusions de ce rapport ont immédiatement suscité, les ministres de Blair se sont précipités à la rescousse de leurs homologues conservateurs. « On ne peut pas reprocher des erreurs de jugement à des politiciens », s'est exclamé le ministre travailliste de l'Agriculture à la tribune du Parlement, ajoutant que « l'hygiène alimentaire n'aurait jamais dû relever de la responsabilité du gouvernement ».

Et du coup, le gouvernement travailliste a trouvé la parade en créant un organisme prétendument « indépendant » chargé de l'hygiène alimentaire, la Food and Safety Authority, dont les membres seront désignés par les « partenaires scientifiques et professionnels ». On y retrouvera donc demain des représentants des intérêts de l'agro-business, tout comme on en trouvait hier parmi les experts auprès des ministres conservateurs. La différence, dorénavant, c'est qu'au cas où les choses tourneraient mal, comme dans la crise de la « vache folle », les ministres pourront rejeter toute responsabilité en cas de problème sur cet organisme « indépendant ». Quant aux intérêts de la population, ils s'en lavent les mains.

La solidarité des politiciens de la bourgeoisie n'a pas de borne lorsqu'il s'agit de défendre leur rôle de défenseurs des profits capitalistes. Ils en font une affaire de raison d'Etat, qui ne doit en aucun cas être soumise au contrôle de la population. Parce que dans un Etat bourgeois, la raison d'Etat se confond toujours avec les intérêts capitalistes.

François ROULEAU

Israël

DROITE OU GAUCHE, LA MÊME POLITIQUE CONTRE LES PALESTINIENS

Depuis le 28 septembre, date à laquelle a commencé la révolte qui secoue les Territoires occupés, les affrontements ont fait pour le moins 150 morts et plus de 4000 blessés, palestiniens pour la plupart. «*Je suis frustré, c'est déchirant*», s'est exclamé Clinton, qui dans le même temps estimait, tout comme les dirigeants israéliens, qu'Arafat était en mesure de «*réduire considérablement le niveau de violence*», incriminant par la même la seule «*violence*» des Palestiniens à laquelle il conviendrait, selon lui, de mettre fin.

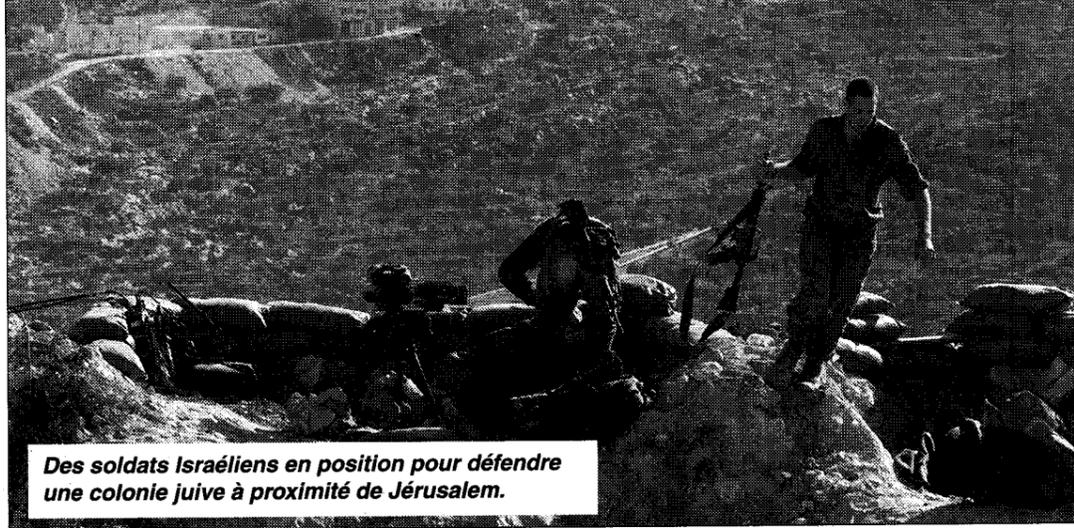
Mais Clinton et bien d'autres, si prompts à dénoncer la violence quand elle vient des pauvres et des opprimés, oublient systématiquement de s'en prendre à celle des oppresseurs, en l'occurrence celle qui se trouve du côté israélien. Car tout de même, ne sont-ce pas eux qui, depuis des décennies, ont privé les Palestiniens de leurs meilleures terres pour y installer leurs colonies, qui ont dynamité leurs demeures quand ils pensaient avoir à faire à un «*terroriste*», qui ont humilié tout un peuple par de multiples provocations? Et puis, n'y a-t-

il pas une différence sans commune mesure entre la violence d'un lanceur de pierres et celle d'un tankiste? Entre un gamin armé d'une fronde et un pilote d'hélicoptère de combat?

La violence des Palestiniens n'est en fait que la révolte d'un peuple qui en a assez des brimades et des humiliations, et qui se soulève pour les combattre.

Si certains pouvaient encore avoir quelques illusions concernant la différence qui existerait entre un Barak travailliste et un Sharon représentant la droite du Likoud – et par qui le drame a débuté – les pourparlers qui se mènent aujourd'hui entre les deux hommes en vue de la constitution d'un gouvernement d'union nationale devraient les faire tomber. Un accord partiel aurait paraît-il été trouvé et la constitution de ce gouvernement se heurterait encore pour l'heure à l'exigence de Sharon de disposer d'un droit de veto sur toutes les initiatives diplomatiques concernant le «*processus de paix*».

C'est dire que bien peu de choses séparent les deux hommes; comme bien peu de



Des soldats Israéliens en position pour défendre une colonie juive à proximité de Jérusalem.

choses séparent la droite et la gauche israéliennes sur le plan de la reconnaissance du fait national palestinien.

Quoique moins porté que la droite sur les références bibliques, le Parti Travailliste a toujours été inflexible quant à la non-reconnaissance des droits du peuple palestinien. Au pouvoir de 1948 à 1977, c'est lui qui a entrepris la colonisation de Gaza et de la Cisjordanie après l'occupation de ces territoires en 1967.

Certains ont pu croire un temps que les choses allaient

changer avec le retour au pouvoir des travaillistes en 1992, d'autant que Rabin, le Premier ministre de l'époque disait vouloir distinguer entre «*les colonies de sécurité*» auxquelles il ne fallait pas toucher, et «*les colonies idéologiques*» que le Likoud avait encouragées. Seulement, Rabin se garda bien de définir et les unes et les autres, et sous son gouvernement la colonisation continua comme si de rien n'était.

Autres faits qui ne souffrent d'aucune ambiguïté: sous le gouvernement Barak, soit

depuis un an et demi, il a été construit autant de colonies que pendant les trois premières années du gouvernement de droite de Nétanyahou.

Les Palestiniens n'ont donc rien à attendre du gouvernement Barak. Ils le savent très bien d'ailleurs, eux qui ont engagé une seconde Intifada pour répondre à toutes les humiliations et les provocations dont ils sont victimes de la part des gouvernants israéliens, qu'ils soient de droite ou de gauche.

G.L.

60 ans après

UNE SAINTE VÉRITÉ TOUJOURS GÊNANTE

Un rapport d'une commission d'historiens vient de rappeler une nouvelle fois le silence complice du Vatican et du pape Pie XII devant les crimes nazis, en particulier devant l'extermination des Juifs.

Nommée il y a un an par le Vatican lui-même et composée de Juifs et de catholiques, cette commission internationale avait pour but d'en finir avec les polémiques sans cesse renaissantes sur ce sujet, afin d'atteindre «*un niveau plus mûr de compréhension historique*». Le résultat n'est pas

à la mesure de ces ambitions: aucune conclusion définitive, mais 47 questions réclamant plus de lumière sur l'attitude du chef «*infaillible*» de l'Eglise catholique.

C'est que ces historiens n'ont pas pu accéder librement aux archives papales de cette période, interdites au-delà de 1922! On se doute que si les archives avaient pu disculper Pie XII, elles n'auraient pas été gardées secrètes. Et les questions de ces historiens, non suspects d'hostilité à la papauté, pointent en réalité la complicité du Vatican.

Par ces questions, on a la certitude que le pape a été de

nombreuses fois interpellé par des ecclésiastiques allemands, italiens et polonais sur la persécution et l'extermination des Juifs (et aussi de prêtres catholiques polonais), dès 1938 en Allemagne, puis dans les ghettos et les camps de concentration.

On dispose d'une réponse du pape à ces questions... au maréchal Pétain, qui voulait vérifier si le Vatican était d'accord avec les mesures antijuives prises par Vichy: pas de problème, confirme Pie XII, à condition qu'elles soient «*administrées avec justice et charité*»! Quant aux audiences accordées à plusieurs reprises par le pape à Ante Pavelic, chef catholique de

l'Etat croate pronazi, dont les atrocités lui étaient connues, elles confirment les choix de Pie XII.

Ce pape, que certains ont appelé «*le pape d'Hitler*», avait avec les nazis un large terrain d'entente: la volonté d'en finir avec le bolchevisme et le communisme. Et vis-à-vis des Juifs «*infidèles et déicides*», il lui suffisait de continuer l'antisémitisme traditionnel de l'Eglise catholique.

Hitler n'était sans doute pas procatholique. Pie XII n'était peut-être pas raciste et pronazi. Mais ils étaient suffisamment réactionnaires l'un et l'autre pour trouver un terrain commun. Et si l'attitude de ce pape fait aujourd'hui scandale, elle

ne tranche pas avec celle prise au cours de l'histoire par la papauté et la hiérarchie catholique, essentiellement du côté de l'ordre, même quand celui-ci était incarné par Franco en Espagne, Pinochet au Chili, les généraux en Argentine, sans même remonter plus loin dans le temps. Elle ne tranche pas non plus avec celle de nombre de politiciens de l'époque, qui surent s'accommoder de Hitler, et même y voir l'exécuteur de leurs basses œuvres antiouvrières. Dans l'enfer des complices d'Hitler, Pie XII avait sa place. Mais il était loin d'être le seul.

Vincent GELAS

Côte-d'Ivoire

UNE SANGLANTE COURSE POUR LE POUVOIR

Après la brève tentative de coup de force du général Gueï, c'est finalement Laurent Gbagbo qui est sorti vainqueur de l'élection présidentielle du 23 octobre en Côte-d'Ivoire.

Son élection, contestée par les principaux partis d'opposition dont les candidats – 14 sur 19 – avaient été évincés, s'est immédiatement accompagnée de violences ethniques dont les principales victimes ont été les partisans d'Alassane Ouattara et, au-delà, les ressortissants des provinces du nord et les populations de confession musulmane, principalement les Dioulas.

Cette chasse aux « étrangers », aux « Burkinabés », organisée par les partisans de Gbagbo et une partie de l'armée, avait été longuement préparée par la junte au pouvoir et

ses alliés. Pour mieux évincer Ouattara, leur plus dangereux rival, ils avaient fait de la démagogie xénophobe et du slogan « la Côte-d'Ivoire aux Ivoiriens » un de leurs principaux arguments électoraux.

Le bilan de ces violences n'est pas encore chiffré, mais la presse a déjà fait état de plusieurs charniers dans la banlieue d'Abidjan et d'au moins 150 morts, sans parler des centaines de blessés et des nombreuses maisons incendiées.

Aujourd'hui, aussi bien Gbagbo que Ouattara se disent partisans d'un retour au calme et veulent éviter que le pays ne sombre dans la guerre civile. Mais l'un et l'autre ont tout fait pour envenimer la situation, cultiver et exacerber les tensions ethniques afin de trouver des appuis, des masses de manœuvre pour leurs ambitions politiques. Et du Rwanda au Liberia, en passant par la Sierra Leone, on sait dans quel sanglant chaos cette écœurante démagogie a mené bien des pays d'Afrique.

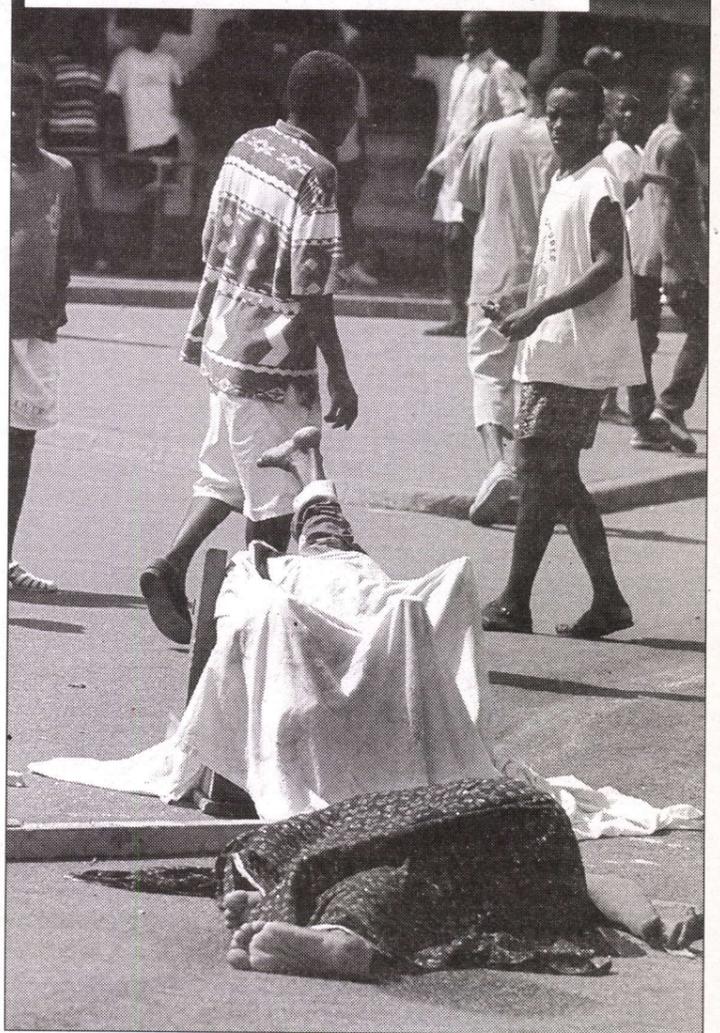
Quant à l'impérialisme, et plus particulièrement l'impérialisme français, il porte une

lourde responsabilité dans ces sanglants événements. Car c'est la colonisation qui a imposé des frontières aussi absurdes qu'artificielles aux populations de la région. C'est encore l'impérialisme qui, pour les besoins de ses grandes plantations de cacao et de café, ainsi que de ses industries, a déplacé en nombre certaines populations. C'est lui qui a fait de l'actuelle Côte-d'Ivoire un pays où se côtoient une soixantaine d'ethnies et dont un tiers des habitants est originaire de pays voisins tels le Burkina-Faso et le Mali. Quant aux tensions actuelles, elles sont aussi le résultat d'une situation économique catastrophique dans laquelle les trusts français, comme Bouygues, Bolloré et beaucoup d'autres, ont une large responsabilité.

Et le gouvernement français s'est fait le complice de cette situation, fermant les yeux devant toutes les exactions qui se sont déroulées pendant la préparation des élections et cautionnant cette parodie de démocratie.

Roger MEYNIER

Deux des victimes des forces de l'ordre à Abidjan.



• Gbagbo : un passé d'opposant, mais surtout d'opportuniste

Bien qu'il se présente comme un « homme neuf », Laurent Gbagbo est un vieux routier de la vie politique ivoirienne.

Certains l'ont qualifié d'« opposant historique », faisant allusion au fait que dans les années 1970, ce professeur d'histoire-géographie s'était insurgé contre le régime du parti unique d'Houphouët-Boigny, ce qui lui valut plusieurs années de prison en Côte-d'Ivoire puis de connaître l'exil en France où il rencontra les dirigeants du Parti Socialiste, alors au pouvoir.

Il ne put regagner son pays qu'en 1988, date à laquelle il participa à la création du Front Populaire Ivoirien (FPI). L'heure était alors au multipartisme et il fut élu député en 1990. La même année, il participa à la première élection présidentielle dans laquelle il fut crédité de 18 % des voix.

Bien qu'il se présente comme un « progressiste » et

un « démocrate », Gbagbo est surtout un opportuniste. Ses prises de position et ses revirements successifs sont dictés par ce qu'il croit être bon pour sa carrière et ses intérêts du moment. Ainsi en 1995, le FPI conclut une alliance avec le RDR d'Alassane Ouattara, baptisée « Front Républicain », front qui devait voler en éclats après le renversement de Konan Bédié en décembre 1999. Le FPI de Gbagbo s'allia alors avec l'ancien parti unique, le PDCI de Bédié, au sein d'un « Front patriotique ». Pourtant, lorsque le 6 octobre dernier, le général Gueï et la Cour suprême ivoirienne décidèrent d'éliminer de l'élection présidentielle les candidats du PDCI (dont Bédié) et Ouattara, Gbagbo se garda bien de protester contre cette mesure arbitraire ; certains le soupçonnent même d'avoir passé un pacte avec Gueï pour écarter leurs adversaires les

plus dangereux dans la course à la présidence.

Opportuniste, Gbagbo est aussi et depuis longtemps un nationaliste et un xénophobe. Il n'a jamais hésité à mettre en avant son appartenance au groupe des Bétés, une ethnie vivant depuis des siècles dans les régions du centre-ouest, afin de se présenter comme un des « seuls vrais Ivoiriens ». Dès 1990, Gbagbo dénonçait la présence, excessive selon lui, d'étrangers dans le pays et reprochait à Houphouët – qui leur avait donné le droit de vote – de les utiliser comme du « bétail électoral ». Si le thème de « l'ivoirité » et la propagande xénophobe furent ensuite repris et développés par Bédié, Gbagbo se garda de s'en démarquer, au contraire. Durant la préparation de l'élection présidentielle, il se fit l'un des accusateurs de Ouattara, « qui s'est découvert Ivoirien à l'âge de quarante ans ».

• Ouattara : une « victime » qui n'est pas innocente

Alassane Ouattara, le leader du Rassemblement des Républicains (RDR), apparaît comme le grand perdant d'une course à la présidence marquée par la poussée xénophobe. Il n'a pourtant rien d'une innocente victime, ne serait-ce que parce que, dans sa lutte pour le pouvoir, il s'est appuyé sur le clientélisme à base ethnique et n'a pas hésité à user de démagogie ethniste, contre les Baoulés notamment.

Issu d'une ethnie du nord vivant à cheval sur la Côte-d'Ivoire et le Burkina-Faso, Ouattara est depuis longtemps présenté par ses adversaires comme un Ivoirien aux « origines douteuses », voire comme un étranger. Elevé dans le sérail du PDCI, le parti unique créé par Houphouët-Boigny et qui se maintint au pouvoir jusqu'au coup d'Etat de décembre 1999, Ouattara fut pourtant Premier ministre d'Houphouët de 1990 à 1993. A ce titre, il a lui-même lancé une politique démagogique

contre les « étrangers » en leur imposant le paiement d'une carte de séjour. Il fut aussi responsable de la mise en place d'une politique d'austérité et de la sauvage répression qui s'abattit alors contre les étudiants et les partis d'opposition, dont le FPI de Gbagbo.

S'il quitta le PDCI et fonda son propre parti, le RDR, c'est plus parce qu'à la mort d'Houphouët, les dignitaires de ce parti lui préférèrent Konan Bédié que pour de profondes divergences politiques. Ecarté un temps du pouvoir, il put consoler ses ambitions en devenant directeur-général adjoint du Fonds monétaire international.

Considéré comme un rival de premier ordre dans la course à la présidence, Bédié le tint à l'écart, lui interdisant de rentrer en Côte-d'Ivoire. Il ne put y revenir qu'après le coup d'Etat du général Gueï. Plusieurs de ses partisans firent d'ailleurs partie du gouvernement provisoire.

Russie

ENTRE JOSPIN, CHIRAC ET POUTINE ÇA GAZE...

Le président russe Poutine est venu à Paris pour un sommet Union Européenne-Russie et des entretiens avec les dirigeants français. Pourtant, disait-on, Poutine boudait ce pays dont les autorités auraient trop critiqué sa guerre en Tchétchénie. Mais cela a fini par s'arranger (pas pour les Tchétchènes, bien sûr...), les diplomates sont là pour ça.

Ils avaient concocté un communiqué franco-russe avant l'arrivée de Poutine, communiqué affirmant que « seule une voie politique » réglera ce conflit « dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie ». En clair, pas question d'indépendance tchétchène, à charge pour le Kremlin d'habiller « politiquement » le rapport de forces qu'il parviendra (ou pas) à imposer par les armes sur le terrain. Ce tour de passe-passe ménageant les intérêts et susceptibilités des puissances européennes, dont la France, et de la Russie, réalisé, on pouvait passer à l'ordre du jour. A ceux qui en auraient douté, le ministre des Affaires étrangères de Jospin, Védrine, avait répété qu'« on ne peut faire de la Tchétchénie le sujet central de nos relations avec Moscou ».

Tout ce petit monde a donc pu parler tranquillement affaires : le projet d'un nouveau gazoduc russe en Europe de l'ouest, les investissements occidentaux qui se font toujours attendre en Russie, le rééchelonnement de la dette russe auprès des Etats ouest-européens... Le tout arrosé de déclarations sur la « démocratie russe » que Poutine incarnerait en digne successeur d'Eltsine (selon Chirac), sur « la tâche immense de modernisation et de stabilisation » qu'il aurait entreprise et qui (selon Védrine) réclamerait qu'on fasse preuve de « compréhension historique » à son égard.

Mais Poutine ne bénéficie pas d'un traitement de faveur car les puissances impérialistes ont toujours couvert d'une telle « compréhension » les dictatures avec lesquelles elles traitent et qui les servent.

Pierre LAFFITTE



Une fois expédiés les « droits de l'Homme », on en vient aux choses sérieuses.

LA GUERRE DE TCHÉTCHÉNIE ET SES ENJEUX

C'est le 1^{er} octobre 1999 que les tanks russes ont pénétré sur le territoire tchétchène, pour la première fois depuis la défaite de l'armée russe dans la guerre de Tchétchénie de 1994-1996. Aujourd'hui, le Kremlin a beau proclamer être entré dans ce qu'il appelle la « phase finale de l'opération antiterroriste », il reste loin d'avoir atteint son but.

Le borbier tchétchène

Il est d'abord évident que la guerre, un an après son déclenchement, n'a pas permis au pouvoir russe de mettre au pas cette petite république indépendantiste livrée au chaos, aux trafics et pillages en tout genre. Grozny, la capitale, a certes été prise et rasée en février dernier, les villes et bourgades occupées par 100 000 soldats russes (un soldat pour cinq habitants restés en Tchétchénie, la moitié de la population ayant fui les combats), la guérilla n'a pas rendu les armes. Elle semble même capable de rendre les coups là où elle veut, comme en témoignent ses attaques de convois militaires et attentats contre les casernes russes.

En se lançant sur la Tchétchénie, Poutine voulait montrer aux chefs des régions et républiques de la Fédération de Russie ce qu'il en coûte de défier le pouvoir central. Mais si les massacres et exactions de sa soldatesque en disent plus long que n'importe quel discours de Chirac, Jospin ou autre dirigeant occidental sur ce dont est capable le régime russe actuel, ce dernier n'a pas réussi sa démonstration à usage interne. Car il se montre toujours aussi incapable de faire plier les chefs d'une toute petite répu-

blique que ne l'avait été son prédécesseur, Eltsine, en une guerre et dix ans de présidence.

Les barons du régime et leurs fiefs

A peine élu en mars, Poutine annonça qu'il allait « rétablir la verticale du pouvoir ». Il s'agissait de mettre un terme à la quasi-indépendance des chefs des régions. Pour obliger ces barons de la Fédération de Russie à respecter le pouvoir central et ses lois, à payer les impôts, il comptait sur une victoire en Tchétchénie qui aurait prouvé que sa présidence n'était plus celle impotente d'un Eltsine. Or cette victoire tarde, si elle doit jamais venir.

Entre-temps, Poutine s'est doté d'une loi qui prive de leur immunité les gouverneurs régionaux et présidents de républiques fédérées ; qui les empêche de siéger au Conseil de la Fédération (le Sénat) ; qui autorise Moscou à les destituer ainsi qu'à dissoudre les organes exécutifs et législatifs locaux ; qui fait chapeauter les régions et leurs chefs par sept super-préfets issus pour la plupart de la haute hiérarchie du KGB (la police politique) ou de l'armée. Mais rien n'y fait : les chefs des régions, à commencer par les plus riches et les plus puissantes, n'en font qu'à leur guise, Poutine, empêtré dans le borbier tchétchène, ne pouvant s'offrir le luxe d'entrer en conflit ouvert avec ces derniers. Alors, il doit composer avec eux, comme Eltsine avant lui.

Autant dire que le rétablissement et le renforcement du pouvoir central promis par Poutine n'est pas vraiment pour demain.

P. L.

LES « RÉFORMES » DE POUTINE

Lors de la visite de Poutine en France, il a beaucoup été question des « réformes structurelles » qu'il aurait décidé d'engager. A en croire les gazettes, le moment serait même particulièrement favorable car la Russie connaîtrait une embellie économique.

Evidemment, après l'effondrement du rouble survenu lors du krach financier d'août 1998, lui-même venant après l'effondrement de l'Etat et de l'économie de ce qui avait été la seconde puissance mondiale, l'Union soviétique, il pouvait sembler difficile de tomber plus bas : au classement de l'ONU en termes de revenu par habitant, la Russie occupe la 116^e place sur 174 pays recensés, derrière la Barbade, l'île Maurice ou la République dominicaine...

Si, pour la première fois en dix ans, la Russie connaît un sursaut économique et un budget en équilibre, cela relève avant tout de circonstances extérieures. L'Etat russe se trouvant en cessation de paiement après août 1998, ses créanciers ont dû lui accorder un sursis pour ses remboursements, voire lui accorder une remise de dettes pure et simple. Cela a bien sûr un peu renfloué les caisses de l'Etat, ce à quoi a aussi aidé la flambée des cours du pétrole, du gaz et autres matières premières qui représentent 80% de ses exportations.

Que cela soit fragile, nul n'en doute car la santé financière de l'Etat russe reste à la merci d'une retombée du cours des matières premières. Mais même le contexte actuel (relativement) favorable n'a guère modifié la situation économique de la Russie, sans parler de celle de la population. Les exportations peuvent tourner ou non à plein rendement, la majeure partie de ce qu'elles rapportent reste sur des comptes à l'étranger et ne revient pas s'investir dans le pays. Les « nouveaux riches » pillent tout ce qu'ils peuvent, ne gardant sur place que de quoi satisfaire leurs appétits de « flambeurs ». Et pour autant que ce ne soient pas les mêmes,

les industriels et financiers russes du secteur public ou privé agissent de la même façon tandis que les investisseurs étrangers, maintes fois échaudés, restent des plus rétifs à risquer leurs fonds en Russie.

La situation qui en résulte est catastrophique. En mai, le Premier ministre, Kassionov, a ainsi révélé que 70% de tous les équipements industriels russes ont dépassé la durée de vie pour laquelle ils avaient été conçus.

Le gouvernement a envisagé de supprimer les droits de douane sur ce type d'équipements en espérant que cela en ferait rentrer. Sans résultat. Poutine a fait adopter une série de dispositions fiscales favorables aux investisseurs, notamment étrangers. Là encore sans convaincre grand monde. Alors, à Paris, il en est à promettre des livraisons de gaz aux Etats de l'Europe des Quinze en échange d'une modernisation du secteur des hydrocarbures, dont dépend une bonne partie du budget de l'Etat et dont il faudrait remplacer 80% des installations...

Il y a toutefois un secteur économique russe qui fonctionne on ne peut mieux, celui des banques. Malgré, ou plutôt dans le droit fil du krach de 1998, il prospère, des établissements officiellement en faillite gardent pignon sur rue. A tel point que le Fonds monétaire international (FMI) s'inquiétait encore récemment de leur non-fermeture et que Chirac vient, au nom de l'Union européenne, de demander à Poutine de prendre des mesures en ce domaine.

Mais comment Poutine pourrait-il fermer des banques qui servent au blanchiment de l'argent provenant des innombrables trafics des parasites locaux et à l'enrichissement des gens au pouvoir – ou plutôt des mille et un pouvoirs qui ont mis le pays en coupe réglée et dont Poutine se veut le représentant à défaut de pouvoir s'imposer à eux ?

P.L.

Espagne

Les attentats de l'ETA

UNE POLITIQUE CRIMINELLE

L'attentat à la voiture piégée qui a eu lieu à Madrid lundi 30 octobre représente un pas de plus dans l'escalade de violence terroriste, aveugle et criminelle que les dirigeants de l'ETA poursuivent depuis plusieurs mois.

Cette fois l'attentat n'avait pas seulement pour cible une personnalité politique et ses accompagnateurs. Il était fait pour tuer aussi de simples habitants de Madrid et créer un climat d'insécurité dans la population. Et si tous les attentats perpétrés depuis la rupture de la trêve sont de sinistres meurtres qui n'ont rien à voir avec la lutte violente qu'un peuple opprimé peut être conduit à mener pour conquérir sa liberté, celui-ci est encore plus révoltant. Il rappelle d'autres périodes où les attentats de l'ETA avaient aussi fait des victimes parmi la population dans diverses régions d'Espagne.

La population du Pays basque doit avoir le droit de choisir ses liens avec l'Etat espagnol. Et les gouvernements qui depuis des décennies lui refusent ce droit et répondent aux aspirations des séparatistes par la violence policière sont indiscutablement les premiers responsables de la situation dramatique qui existe au Pays basque. L'intransigeance d'Aznar, le dirigeant de droite du Parti Populaire, la violence de la répression qui frappe les militants séparatistes, le refus de regrouper les prisonniers, les méthodes scandaleuses de la guerre menée par Franco, puis par les gouvernements centristes, socialistes et aujourd'hui de droite contre les militants séparatistes, leur refus de régler politiquement le problème basque en prenant en compte l'existence et le poids de l'ETA contribuent à renforcer la légitimité de cette organisation parmi une partie de la population basque et surtout parmi la jeunesse.

Il est clair que depuis plusieurs mois, le chef du gouvernement, Aznar, cherche à provoquer une rupture entre les nationalistes basques modérés du PNV et les séparatistes de l'ETA. Et la pression qu'il exerce pour isoler totalement l'ETA et les représentants de Herri Batasuna qui en est le bras politique, contribue incontestablement à aggraver le climat de ten-

sion qui existe au Pays basque.

Mais la politique d'Aznar ne rend pas plus acceptables les méthodes des dirigeants séparatistes. A cause des crimes barbares qu'elles engendrent, mais pas seulement. L'exacerbation du nationalisme basque qu'ils cultivent est un poison et un piège en premier lieu pour la population basque mais aussi pour toutes les classes populaires d'Espagne. L'exacerbation des antagonismes entre Basques et non Basques, dans les provinces basques mais aussi dans le reste de l'Espagne, le sang versé, la peur des attentats contribuent à creuser un fossé entre la population basque et celle des autres régions. Et cette situation contribue à tirer la société en arrière.

Car la réprobation que suscitent ces attentats contribue à justifier auprès de bien des Espagnols la politique réactionnaire et policière d'Aznar. Elle fait passer au second plan les méfaits de la politique antiouvrière du gouvernement. Une politique dont les travailleurs et les jeunes qui vivent au Pays basque sont victimes, mais aussi l'ensemble de ceux qui en Espagne subissent le chômage, les contrats précaires, les bas salaires.

Les dirigeants de l'ETA utilisent à leur façon et à leur échelle les mêmes méthodes que l'Etat espagnol. Ils prônent la solidarité entre Basques, entre bourgeois basques et travailleurs basques. Ils élargissent toujours davantage le fossé entre travailleurs basques et non basques et montrent en cela que leurs objectifs sont profondément réactionnaires. Par ailleurs, en multipliant les actions terroristes réalisées par un petit appareil militaire agissant indépendamment de tout contrôle de la population, les dirigeants de l'ETA montrent que loin de préparer l'émancipation des exploités au Pays basque, ils rêvent de mettre en place, en cas de succès, un pouvoir indépendant peut-être, mais un pouvoir dictatorial où ils imposeraient aux classes populaires basques l'exploitation par des bourgeois basques et où ils seraient les premiers à violer les droits des minorités qui vivront sur les territoires qu'ils dirigent.

Henriette MAUTHEY

SNECMA
Gennevilliers
Hauts-de-Seine

La grève
des
nettoyeurs

Le piquet de grève à la porte de l'usine.



UNE VICTOIRE POUR LES SALARIÉS

Après quinze jours de conflit, la grève des nettoyeurs de l'Etincelle, une entreprise extérieure qui intervient à la SNECMA Gennevilliers, a pris fin samedi dernier.

La grève avait démarré le 16 octobre sur trois revendications principales : un temps plein pour une vingtaine de salariés à temps partiel (presque uniquement des femmes), mille francs d'augmentation pour tous et l'application des 35 heures avec des congés supplémentaires (23 jours au total).

La cinquantaine de grévistes (80% de l'effectif) se sont trouvés confrontés à un patron à deux têtes, celle de l'Etincelle et celle de la SNECMA, décidées à tout pour casser la grève. La SNECMA a exercé toutes sortes de pressions. Elle a fait courir la rumeur de chômage technique

ou prétendu que les nettoyeurs ne voulaient pas négocier. Pire : le jeudi 26 octobre, elle a fait intervenir des briseurs de grève recrutés dans la maîtrise, protégés par des huissiers et une brochette de cadres de la SNECMA et de l'Etincelle.

Malgré toutes ces pressions les grévistes sont restés déterminés : occupation des locaux, manifestations dynamiques et bruyantes dans les ateliers la semaine et siège de l'usine le week-end.

Les grévistes ont tenu bon et la SNECMA a dû changer de ton. Dans les ateliers les poubelles débordaient, les sanitaires étaient inutilisables. Près de 150 salariés de la SNECMA ont alors fait valoir le « droit de retrait » exprimant ainsi leur solidarité avec les grévistes.

Devant le ralentissement de

la production la direction de la SNECMA a dû reculer. Samedi 28 octobre, en catastrophe, elle a fait venir le patron de l'Etincelle pour lui demander de négocier.

Finalement la direction de l'Etincelle accordait des heures de travail complémentaires pour les ouvrières à temps partiel. Cela pouvait représenter pour les salaires les plus bas jusqu'à 1 700 F d'augmentation de salaire, (en moyenne environ 480 F), neuf jours de congés de plus, une prime de panier pour certains travailleurs qui ne l'avaient pas, et pour tous « une prime de reprise » équivalente à la moitié des jours de grève.

Au bout du compte cette grève a été payante même si toutes les revendications n'ont pas été satisfaites.

Correspondant LO

Centres socioculturels
Acces - Tours

LA COLÈRE DU PERSONNEL

ACCES-TOURS (Association des Centres Culturels Educatifs et Sociaux), c'est l'association qui regroupe l'ensemble des centres socioculturels de Tours, sous la houlette de la Mairie.

Pour la première fois depuis la création en 1988 de cette association, ses 400 salariés se sont mis en grève jeudi 26 et vendredi 27 octobre, pour s'opposer aux conséquences des mesures dites d'économie, prises par la direction durant l'été et appliquées à la rentrée 2000.

Ces mesures étaient présentées par le maire PS de Tours comme devant répondre au double objectif d'économiser l'argent public, et de faire payer les activités proportionnellement au revenu des usagers.

Elles se sont traduites en fait par une hausse quasi généralisée des tarifs. Comme il faut désormais que le budget de chacune des activités (qui vont de la cou-

ture à la gymnastique, en passant par le dessin ou la musique) soit en équilibre, nombre d'activités sont menacées de suppression, le volume d'heures assurées par des animateurs au statut souvent précaire est réduit d'autant, tandis que certains autres sont purement et simplement menacés de mutation, voire de licenciement.

Plusieurs assemblées générales ont, depuis trois semaines, réuni jusqu'à 200 personnes. Une manifestation de près de 400 salariés et usagers a eu lieu jeudi 26 devant la mairie.

Une délégation de 23 salariés a été reçue par le maire et son premier adjoint. Ces derniers ont tergiversé, avant de nous expliquer qu'ils n'étaient pas nos vrais patrons, qu'ils nous comprenaient et qu'ils proposaient de faire appel à un médiateur.

Les manifestants accueillirent cette proposition comme elle le méritait, en décidant de recon-

duire la grève pour le lendemain. Le vendredi, la direction d'ACCES refusa de s'engager sur l'arrêt immédiat des procédures de licenciement déjà engagées, sur les réductions d'horaires de certains animateurs, sur les suppressions d'activités dites « non rentables », sur la baisse des tarifs pour les usagers.

Excédés de voir que dans la presse locale, représentants de la Mairie et direction d'ACCES se répandent en propos conciliants, alors que dans les faits ils se refusent à tout engagement, nous avons décidé de nous retrouver en assemblée générale le mardi 31 octobre et de relancer la grève dès la fin des vacances scolaires. Jusqu'à ce que le maire de Tours, le bureau de l'association et la directrice remballent leurs projets et mettent l'argent là où il est utile à la population des quartiers de cette ville.

Lever, Alstom... Nord

LA RÉALITÉ SOCIALE « MATRAQUE » JOSPIN

Vendredi 27 octobre, lors de l'inauguration du nouveau tronçon de métro de Tourcoing, le Premier ministre lisait son discours sans intérêt, pendant que la police tenait à distance à coups de matraque 300 travailleurs d'Alstom, Lever, Siemens et les privés d'emploi, venus protester contre leurs licenciements et contre le chômage et la misère qui les guettent.

Un ouvrier retraité d'Alstom

a même été frappé à terre et emmené en garde à vue, pendant plus d'une heure, avec deux autres ouvriers d'Alstom et une salariée du CE de Lever a eu la main cassée.

Gêné par les slogans, Jospin modifia quelque peu son discours pour ajouter: «*La politique du gouvernement reste centralement axée sur la lutte contre le chômage. C'est cette bataille que nous devons gagner*». Et il ajouta qu'il était très touché par «*le sort de tous les salariés de la*

région matraqués par un cataclysme industriel... et les CRS, aurait-il pu ajouter!

Jospin est un familier de ces hypocrisies: à Bruxelles, il déclarait sa solidarité avec les manifestants contre la fermeture de Renault-Vilvorde; à Paris, à peine nommé Premier ministre, il entérinait cette fermeture. A Tourcoing, il se dit sensible au sort des salariés; à Paris, dans ses bureaux, il annonce son impuissance face aux licenciements programmés par Michelin et toutes les autres entreprises

qui licencient à tour de bras, malgré les gigantesques profits qu'elles réalisent.

Et plus particulièrement à l'attention des salariés d'Alstom, Jospin ajouta: «*Le gouvernement ne manque pas une occasion de rappeler à ce grand groupe qui profite de commandes publiques, notamment dans le domaine du ferroviaire, qu'il a aussi des obligations et qu'il faut qu'il tente d'y faire face, notamment dans notre pays*». Les rappels du gouvernement ne suffisent manifestement pas pour amener les dirigeants d'Alstom à faire face à leurs obligations, puisque cela fait plus de six mois que le personnel se bat contre des licenciements toujours programmés. Mais Jospin n'envoie pas les CRS contre les dirigeants récalcitrants d'Alstom, mais contre les salariés qui luttent pour ne pas se retrouver demain dans la misère.

Lever

LE MÉNAGE

À LA DIRECTION PARISIENNE

C'est à deux cents que les travailleurs de Lever ont manifesté mercredi 25 octobre dans le magasin Auchan de Vélizy 2, puis au siège d'Unilever-France à Rueil-Malmaison.

Cette fois, nous nous sommes regroupés avec nos camarades de Royco de Dissay près de Poitiers, qui sont menacés eux aussi de fermeture, avec cent trois licenciements à la clé et un repeneur bidon.

Le matin nous avons fait ensemble dans l'hypermarché Auchan de Vélizy 2 ce que nous faisons séparément depuis des semaines dans nos régions respectives: nous adresser aux clients et au personnel pour dénoncer les pratiques des entreprises qui licencient pour faire encore plus de profits. L'accueil a été comme d'habitude très chaleureux.

Et c'est plein d'entrain qu'après le repas, nous sommes allés au siège d'Unilever-France. Nous avons rappelé à tous ceux que nous rencontrions dans les bureaux, notamment le DRH d'Unilever-France, nos revendications: la préretraite à 50 ans et, en plus des indemnités conventionnelles, un million de francs nets d'impôt. Et comme au siège

européen de Waterloo en Belgique, une semaine auparavant, nous avons laissé quelques souvenirs de notre passage pour que la direction n'oublie pas que nous existons et que nous ne nous laisserons pas faire.

Lors de négociations avec les syndicats, la direction a fait plusieurs propositions: la garantie qu'aucun salarié licencié ne partirait avec une somme inférieure à 250 000 francs, toutes mesures incluses; pour les ouvriers, l'indemnité conventionnelle serait calculée sur 5/10 de mois et non plus 3/10 par année d'ancienneté, mais avec un plafond à 14 mois. Pour les agents de maîtrise et les techniciens, ils bénéficieraient de l'indemnité des cadres, avec un plafond à 18 mois. Les salariés du CE bénéficieraient des mêmes mesures que le reste du personnel.

C'est un tout petit plus pour les plus jeunes, mais il n'y a rien de plus pour ceux qui ont atteint ou dépassé 50 ans.

Ça ne fait pas le compte par rapport à nos revendications. Si la direction a fait quelques pas timides, nous pousserons plus fort pour qu'elle en fasse d'autres.

Correspondant LO

Cobelak - Valenciennes - Nord

DESTRUCTION D'EMPLOIS

L'entreprise Cobelak France (batteries pour l'automobile) à Haspres (à côté de Valenciennes - Nord) a été créée en juin 1989. En 1992, Delebarre, alors ministre «socialiste» du Travail, vint féliciter M. Zabala, le patron de Cobelak, pour les 80 emplois qu'il avait créés. Mais dans son discours il ne fit surtout pas allusion au fait que celui-ci venait tout juste de fermer une entreprise en Belgique et de supprimer là-bas des emplois!

Bien entendu, les Conseils régional et général subventionnèrent généreusement Cobelak France dès sa création. Pourtant M. Zabala n'était pas le directeur d'une petite entreprise dans le besoin. En 1989 il possédait déjà au moins une entreprise en Belgique et depuis il possède des intérêts dans de multiples entreprises en Espagne et en Italie.

Bien entendu aussi, l'entreprise n'a payé ni taxe professionnelle à la commune de Haspres ni impôts locaux pendant cinq ans. Un cadeau substantiel! Et M. Zabala déclarait l'achat de machines neuves (pour lesquelles il touchait des subventions) alors qu'il faisait venir les anciennes de son entreprise de Belgique.

Par ailleurs les pouvoirs publics ont fermé les yeux lorsque l'entreprise Cobelak pollua la nappe phréatique avec ses acides, et ils se sont contentés de lui imposer des amendes qu'elle ne payait que très rarement

(elle laissa encore une ardoise importante)! La DRIRE, l'organisme de l'Etat concerné par les problèmes de l'environnement, avait apparemment autre chose à faire...

Onze ans après, l'entreprise est en liquidation financière et le tribunal de commerce s'aperçoit seulement alors qu'elle ne déclarait quasiment pas de bénéfices pour ne pas devoir d'impôts! Mais les organismes de l'Etat ne s'en préoccupaient pas.

Aujourd'hui les salariés de Cobelak sont licenciés. Un repeneur hypothétique ne prendrait que quinze salariés sur les cinquante qui restent. Le liquidateur leur accorde «généreusement» 10 000 F de prime de licenciement à chacun. Et l'Etat laisse courir M. Zabala et les autres actionnaires qui ont, paraît-il, disparu dans la nature.

Il ne leur demande surtout pas des comptes pour le plomb auquel les travailleurs de chez Cobelak ont été exposés en fabriquant des batteries.

En effet, si l'effectif est passé progressivement de 80 à 50, c'est que ceux qui avaient trop de plomb dans le sang (le plomb provoque le «saturnisme» qui attaque le cerveau et fait perdre les capacités intellectuelles!) ont pour la plupart, avec l'accord de la médecine du travail, été congédiés sans aucun reclassement et sans que le patron soit obligé de les indemniser!

Alstom
Saint-Ouen
Seine-Saint-Denis

LES PATRONS À LA PORTE POUR LA JOURNÉE

Toute cette dernière semaine d'octobre, la tension est montée d'un cran à l'Alstom de Saint-Ouen, où nous sommes toujours sous la menace d'un plan de licenciements.

En plus des cent dix-huit suppressions d'emplois prévues, la direction veut aussi imposer les 35 heures à sa sauce. D'après ses comptes, avec un temps de présence à l'usine identique, nous ferions déjà 35 heures et il faudrait accepter en « contrepartie » la flexibilité, la suppression de pauses ou d'avantages divers. Et pour bénéficier des quelques jours de congés RTT (réduction du temps de travail) qu'elle propose, il faudrait ne jamais être malade ou en accident de travail.

En arrière-plan de ces discussions oiseuses, les menaces sur l'emploi n'ont pas disparu et le plan avance, d'une étape à l'autre, de réunion en réunion, vers la seule conclusion qu'elle connaisse : supprimer des emplois alors que le travail ne manque pas et l'argent non plus.

Cela explique que les réunions d'atelier organisées le mardi 24 octobre ont été animées. Et vendredi 27, si nous n'avons pas été manifester dans le Nord, nous avons bloqué les portes de l'usi-

ne toute la journée. Dès le matin avant 6 heures, on s'est retrouvés à plusieurs dizaines devant les portes où l'équipe de nuit nous a rejoints. Au fur et à mesure que les ateliers arrivaient, les piquets se renforçaient. La direction était là avec un huissier. Un directeur particulièrement zélé faisait la navette entre la porte et les cadres pour les inciter à rentrer, mais avec peu de succès. Si les cadres n'ont pas fait le piquet avec nous, leur attitude montrait bien qu'ils n'approuvaient pas cette politique de suppressions d'emplois de la direction.

Vendredi 27, personne n'a travaillé, les gens repartaient chez eux, la direction de la SIF (une des deux entreprises Alstom du site, en dehors du plan actuel) ayant même donné consigne à ceux qui attendaient dehors de repartir à 9h30.

La direction qui voudrait nous mettre dehors s'est donc retrouvée elle-même à la porte pour la journée. Dans la lutte contre les licenciements, cette journée a été une étape. Elle ne sera pas la dernière, car nous avons bien l'intention de tout faire pour qu'Alstom abandonne ses projets de licenciements.

Correspondant LO

Packard-Bell-Nec
Angers
Maine-et-Loire

GRÈVE POUR LES SALAIRES

L'usine Packard-Bell-Nec d'Angers fabrique des ordinateurs personnels. Depuis son installation en 1993, elle recrute en intérim plus des deux tiers de ses effectifs de production, de juillet à décembre, période dite « haute » pour la fabrication des ordinateurs. Aujourd'hui, sur les 1200 salariés de l'entreprise, il n'y a que 240 embauchés à la production pour 500 intérimaires qui ont été recrutés pour des missions de plusieurs mois.

Dans cette entreprise, la direction a réussi depuis longtemps à imposer l'annualisation du temps de travail. Cela s'est fait avec la complicité de la CFDT et de la CFTC qui ont été créées en 1996 avec son aide pour contrer la CGT largement majoritaire à la production.

En 1995, une centaine de travailleurs, intérimaires et en CDI, ont fait grève pendant plus d'une semaine pour des augmentations de salaire. L'an dernier, une nouvelle grève regroupant elle aussi une centaine de salariés a éclaté pour s'opposer à la mise en place d'horaires en 4 x 6. Cette grève fut victorieuse, la direction ayant été obligée de retirer son projet.

Mardi 24 octobre, ce sont une soixantaine de travailleurs, pour l'essentiel en CDI, qui ont cessé le travail pour réclamer une augmentation de salaire de 1 000 francs. Il faut dire qu'à

Packard-Bell, la plupart des salaires avoisinent le Smic. Ce mouvement de grève fait suite à une série d'assemblées générales et de débrayages, à l'initiative de la CGT, pour réclamer une augmentation, revendication à laquelle la direction a opposé une fin de non-recevoir. Mais cette grève est aussi l'expression d'un ras-le-bol face au mépris, aux brimades et au harcèlement dont les travailleurs sont victimes de la part de la direction et des « superviseurs » (comme on appelle les petits chefs aujourd'hui).

Dès le début du mouvement, les grévistes ont bloqué totalement l'entrée et la sortie des camions, paralysant immédiatement toute l'usine qui fonctionne totalement en flux tendu.

La direction a alors décidé de renvoyer les non-grévistes chez eux... en continuant à les payer intégralement, y compris les intérimaires. Elle veut ainsi éviter la contagion du mouvement, comme ce qui s'était passé l'an dernier lors de la grève contre les 4 x 6. Les travailleurs non-grévistes sont tenus de venir pointer tous les jours pour pouvoir être payés, puis ils sont renvoyés chez eux. Mais malgré la sympathie que rencontrent les grévistes, le mouvement ne s'est pas étendu.

Vendredi dernier 27 octobre, la direction a assigné cinq délégués en référé pour

tenter d'obtenir la levée du blocus des camions. Lundi 30, lors du délibéré, les cinq assignés se sont vu ordonner de ne plus entraver le libre accès au site de production, mais le tribunal a refusé d'ordonner l'expulsion des autres grévistes. Par conséquent, les grévistes ont décidé de maintenir le blocage jusqu'à la prochaine assemblée générale, le lendemain.

Lors de cette assemblée, mardi 31 octobre, les grévistes, compte tenu du rapport de force, ont décidé de reprendre le travail tous ensemble. Ils obtiennent le paiement de deux jours de grève sur cinq et demi, et la direction s'est engagée à ne prendre aucune sanction.

Les travailleurs qui ont mené cette grève ont conscience d'avoir été jusqu'au bout des possibilités de ce mouvement. La direction, malgré le faible nombre de grévistes, a été obligée de marcher sur des œufs, ne serait-ce qu'en payant intégralement les non-grévistes réduits à l'inactivité, de peur que le mouvement ne s'étende. Ceci prouve que les travailleurs de Packard-Bell-Nec ont les moyens d'arracher leur dû à la direction, pour peu qu'ils s'y mettent tous ensemble. C'est l'objectif que s'assignent déjà nombre de grévistes qui sont rentrés au travail la tête haute.

Correspondant LO

Equipement
Grenoble - Isère

PÉAGE BLOQUÉ

À l'Equipement, une journée de grève nationale a eu lieu le jeudi 26 octobre, à l'appel de la CGT.

Au niveau de la région Rhône-Alpes, un rassemblement ayant pour objectif de lever les barrières de l'important péage d'autoroute de Villefranche-sur-Saône était organisé. Cette action était destinée à rappeler nos revendications au ministre de l'Equipement, Jean-Claude Gayssot, mais aussi à lui montrer que nous n'étions pas impressionnés par les menaces qu'il avait faites contre les manifestants qui bloquent les péages d'autoroute.

On se souvient en effet que, par lettre, le ministre avait expliqué aux préfets comment sévir contre ce type de manifestations

qui portaient préjudice à ces « pauvres » sociétés autoroutières.

Mais à Villefranche, nous n'avons pas vu l'ombre d'un CRS. Sans doute, le nombre de manifestants recensé par les agents des renseignements généraux, sur la brèche avant et pendant l'action, a dissuadé le préfet d'agir.

Partis à deux cars de l'Isère, nous nous sommes retrouvés à plus d'un millier avec nos collègues de la région auxquels s'étaient joints d'autres grévistes des régions voisines.

C'est donc avec la plus grande joie que les automobilistes ont découvert, ce jour-là, l'autoroute gratuite. De nombreux chauffeurs routiers ont montré,



au passage, leur solidarité par de longs coups de klaxon.

Les banderoles et pancartes installées aux barrières présentaient aux automobilistes les revendications des grévistes : augmentation des salaires, embauche de personnel et application d'une véritable réduction du temps de travail. Une de ces banderoles rappelait combien les salaires étaient minables. Le

salaire de départ pour un agent de travaux, un dessinateur ou une secrétaire est le Smic. Quant aux effectifs, bien que le ministre n'annonce pas de suppression pour 2001, rappelons que plus de 15 000 postes ont disparu en quinze ans. Dans l'Isère, pour faire face à l'hiver qui approche, la direction annonce qu'elle fera appel à une centaine de travailleurs saison-

niers sur les routes.

Si cette journée nous a permis de nous retrouver ensemble, il est clair pour tout le monde qu'on ne peut pas en rester là. Pour faire plier le gouvernement, il faudra une préparation sérieuse des luttes ayant pour objectif d'aboutir à une lutte d'ensemble plus que jamais nécessaire.

Correspondant LO

**Michelin
Clermont-Ferrand
Puy-de-Dôme**

«Il ne reste plus que quelques réglages à faire», affirmait tranquillement la direction de Michelin au début de la semaine dernière, persuadée de pouvoir achever les discussions avec les syndicats, qui durent depuis un an, sur l'application des 35 heures.

Mais surprise de taille, ainsi que chez les responsables syndicaux qui n'avaient certainement pas prévu cela: des coups de colère à répétition ont éclaté chez les ouvriers en production, avec débrayages et blocage des portes.

Depuis septembre 1999, il y a eu treize réunions dites «paritaires entre syndicats et direction», pour rechercher un accord sur l'application de la loi Aubry des 35 heures.

Et à chaque veille de ces réunions, les syndicats CGT, CFDT et FO ont appelé, tant à Clermont-Ferrand que dans les autres sites comme Bourges, Cholet, Tours, Roanne, etc., à des débrayages de deux à trois heures, touchant essentiellement les ouvriers en 3 x 8, donc, ceux en équipes.

Mais ces «journées d'action» ont lassé les ouvriers combattifs qui se rendent compte de leur peu d'efficacité, avec toujours le même rassemblement, à quelques centaines, devant l'usine de Cataroux, la promenade jusqu'aux Carmes devant les bureaux et la direction, mais dont les entrées sont bien gardées par un service d'ordre composé par des cadres et la maîtrise mobilisée à cet effet. Les coups de sifflets, les explosions de pétards ou quelques pneus brûlés par quelques syndicalistes ne suffisent pas à impressionner Michelin!

Alors on a vu, depuis une quinzaine de jours, des travailleurs se mettre en colère et prendre des initiatives non programmées par les syndicats.

Déjà vers la mi-octobre, à l'occasion d'un énième débrayage, la CGT avait prévu de faire prendre la casse-croûte devant les principales entrées, histoire de faire faire un geste original et d'essayer de toucher l'attention des mensuels, ceux travaillant en 2 x 4 dans les bureaux.

Mais le très mauvais temps ce jour-là obligea à annuler ce projet. C'est alors qu'à Ladoux, une cinquantaine d'ouvriers décidèrent, malgré les averses de pluie, de se passer totalement de l'avis des syndicalistes et de bloquer l'entrée, ce qui provoqua très vite une belle pagaille, un embouteillage considérable, les voitures ne pouvant ni avancer ni reculer. Mais sans provoquer l'hostilité de ceux arrivant au fur et à mesure, car les grévistes expliquaient aux occupants des voitures, leurs camarades de travail,

les raisons de leur geste. Seuls des chefs s'affolèrent, jouèrent aux gendarmes à coups de sifflets, mais sans beaucoup d'efficacité. Et du coup, cela fit beaucoup discuter dans les ateliers et les labos.

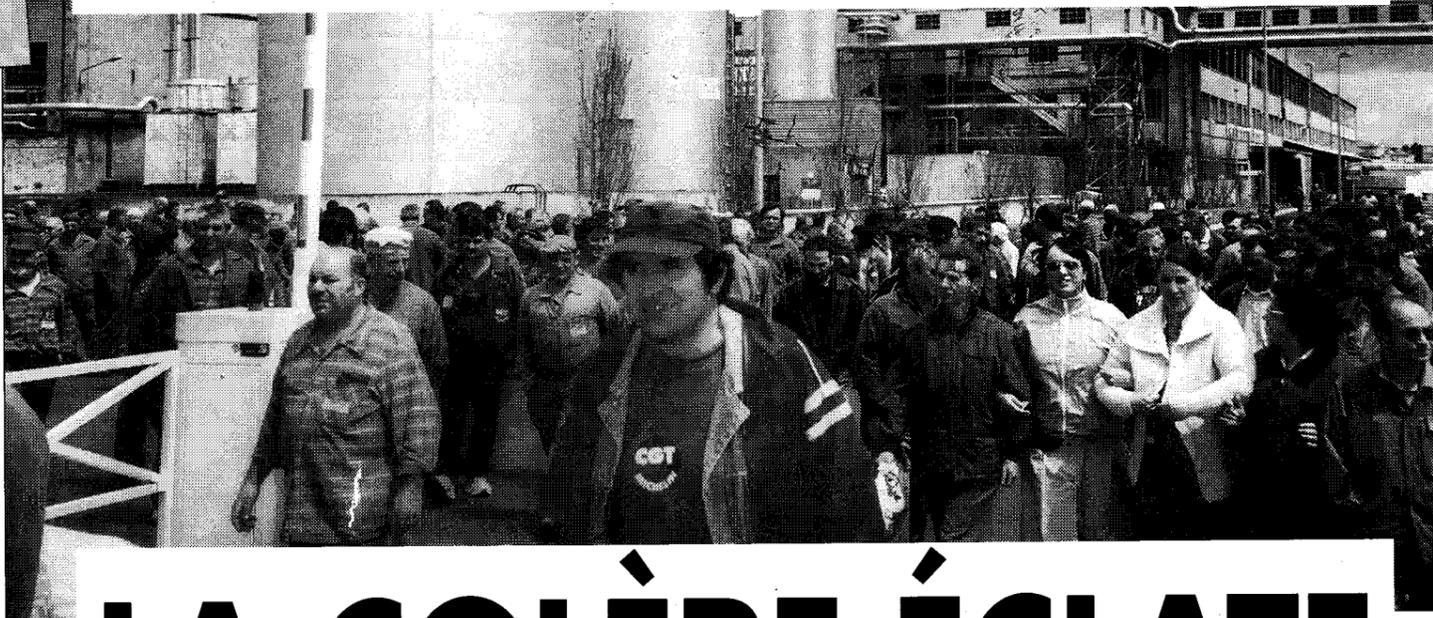
Le mécontentement des ouvriers ne faiblit pas

Une autre manifestation surprise éclata mardi 24 octobre, veille de la 13^e journée de négociation. L'habituel débrayage de deux heures avait été fixé par les syndicats à partir de 11 heures du matin. Mais des groupes d'ouvriers, une centaine, décidèrent brusquement de fermer deux des principales entrées de Cataroux, qui est la plus grosse des usines clermontoises, avec 4 000 ouvriers. La même scène se produisit en même temps à La Combaude où il y a plus de 2 000 salariés. Résultat: l'intense trafic de camions et de navettes a été bloqué, et vers midi, des centaines de mensuels travaillant en 2 x 4 n'ont pas pu sortir pour aller déjeuner! Ce qui n'était peut-être pas le meilleur moyen de les associer à la lutte. Ils ont dû faire demi-tour et sortir par une petite porte, habituellement fermée, que la direction avait fait ouvrir, ce qui les obligea à un long détour à pied.

L'ultimatum de Michelin

Les ouvriers des ateliers de production ne décolèrent pas contre les exigences de Michelin, qui a averti les syndicats dans la journée de mercredi 25 de ce qu'il exige. Sur les horaires il présente son projet comme s'il faisait une énorme concession: le travail de nuit pour les équipes C (de nuit) ne sera plus obligatoire, mais au volontariat et payé à 75% en plus. Mais il est décidé à maintenir le travail les samedis, ce qui constitue le principal motif de mécontentement depuis des mois, les ouvriers tenant à avoir enfin tous leurs samedis libres.

LES PROFITS GONFLENT



LA COLÈRE ÉCLATE

Les heures supplémentaires, elles, seraient payées seulement à 10% en plus le matin, à 20% l'après-midi, soit nettement moins qu'actuellement. Pour les jours de congés, il y en aurait dix de plus, mais décomposés de telle sorte que la plus grande partie serait à prendre au gré de la maîtrise et non pas quand cela arrangerait chacun.

Enfin sur les salaires, 3,5% d'augmentation pour les ouvriers et dont 1,7% seulement en mai 2001 et le reste sous forme d'augmentation individuelle, en clair à la tête du client. Pour ceux des bureaux (services commerciaux, du personnel, labos), ce serait 4% au lieu des 3% annoncés il y a quelques mois.

Mais si le 8 novembre, les syndicats refusaient de signer, Michelin menace de claquer la porte et de retirer toutes ses propositions, en appliquant la loi Aubry au minimum.

Il fait du chantage à l'embauche: refus de tenir sa promesse d'embaucher 1 000 personnes - rappelons tout de même qu'il est en train de supprimer 7 500 postes dans ses usines en Europe, dont près d'un millier ces jours-ci dans la plus ancienne d'Angleterre. Michelin redouble son chantage concernant le départ des préretraitables qui, au lieu de quitter l'usi-

ne à partir de 56 ans, devraient attendre les 60 ans! Troisième forme de chantage: sur les salaires, avec 1,3% seulement d'augmentation, et pas avant mai 2001, tout en continuant à remuer le couteau dans la plaie: le maintien des samedis travaillés, avec des prolongements sur les dimanches.

La colère déborde

Le chantage de Michelin a gonflé le nombre des mécontents. Chacun voit bien que le patron voudrait l'accord des syndicats pour aggraver la flexibilité, faire augmenter la productivité, et rafler au passage la prime gouvernementale estimée à 150 millions de francs. Mais beaucoup ne l'entendent pas de cette oreille.

Vendredi 27 octobre, par surprise, encore une fois, en dehors de toute consigne syndicale (aucun syndicat n'avait appelé à la grève), des centaines d'ouvriers ont réagi, cessé le travail et bloqué des portes.

Comme cela s'était déjà produit, c'est l'équipe de nuit O 22 à Cataroux qui a lancé le mouvement, entraînant leurs camarades, l'équipe du matin, puis ceux des ateliers R, Z, VO, etc. A plusieurs centaines, tout au long de la journée, jusqu'à la nuit, ils ont bloqué l'entrée principale de Salignat (ou

Rivoli), tant pour le personnel que pour les camions, tout en faisant brûler sans discontinuer de gros tas de pneus de récupération, ce qui provoquait une abondante fumée noire, visible dans toute la ville. Au point que la rumeur courait qu'un nouvel incendie avait éclaté chez Michelin...

La même scène se jouait à la porte Saint-Vincent, les grévistes n'étant pas assez nombreux pour bloquer toutes les nombreuses et larges entrées.

Prise une fois de plus à contrepied, la direction accuse les ouvriers «d'incompréhension». Les syndicats semblent bien embarrassés. Ouvertement favorable à l'accord et décidée à signer, la CFDT semble maintenant un peu hésitante, ainsi que FO. Seule la CGT dit clairement non.

Les ouvriers, eux, conscients d'être les premiers touchés par les 35 heures à la sauce Michelin-Aubry n'en veulent pas. Pour les 8 et 9 novembre prochains, Michelin tape sur la table et déclare accepter de rencontrer une «dernière fois» les syndicats pour en finir sur «les négociations».

Les ouvriers ne se laissent pas intimider et sont décidés à montrer à nouveau ce qu'ils en pensent

Correspondant LO



Rhodia
Saint-Fons
Rhône

GRÈVE POUR DES EMBAUCHES

A l'usine Rhodia Engineering Plastics de Saint-Fons, il a fallu 56 heures consécutives d'arrêt de production pour que des discussions s'engagent sur les revendications des ouvriers postés.

Nous fabriquons du plastique technique en polyamide sur des installations qui tournent jour et nuit. Depuis des mois, un nouveau plan industriel se préparait. L'accroissement des capacités de production, principalement après les travaux de cet été, a rendu les conditions de travail insupportables et dangereuses pour notre santé.

Après des protestations, une heure de débrayage et une délégation, la direction acceptait de nous joindre deux intérimaires par équipe pour « pallier les difficultés momentanées ». Ce n'était pas ce que nous demandions. Nous voulions des postes supplémentaires occupés par des salariés en CDI et non des postes précaires qui pouvaient être remis en cause à tout bout de champ.

Et ceci d'autant plus qu'un des ateliers de l'usine est en train de fermer, avec des postes occupés par des travailleurs intérimaires que nous connaissons bien puisque présents à l'usine depuis plus de deux ans et qui vont se retrouver dehors.

Après consultation du personnel, la grève était décidée le mercredi 25 octobre à 21 heures et suivie par une grande majorité des postés de quatre équipes. Le vendredi 27, alors que le travail devait reprendre, les travailleurs du matin décidaient de continuer le mouvement, suivi par les équipes suivantes, jusqu'au samedi 5 heures.

Du coup, le vendredi soir, la direction annonçait d'autres propositions : elle acceptait la création d'un groupe de travail comprenant les syndicats, les opérateurs, la maîtrise, un représentant de la direction et le service sécurité. Après étude des postes de travail, les conclusions de ce groupe seraient appliquées et les intérimaires embauchés en priorité.

Après de nombreuses discussions, parfois houleuses, car personne ne fait confiance à la direction, les grévistes décidaient de suspendre leur mouvement. Ils donnaient une dernière chance à la direction, et promettaient que, si des embauches n'avaient pas lieu d'ici à la fin de l'année, le mois de décembre serait mouvementé.

Correspondant LO

Fonderies du Poitou
Ingrandes - Vienne

À EUX LA REPRISE... À NOUS LES ACCROCS!

Le week-end des 21 et 22 octobre, six ouvriers tous intérimaires - ont été victimes d'accidents au secteur aluminium. Trois de ces ouvriers ont dû être hospitalisés après avoir été exposés au diméthyléthylamine (DMEA), un produit dangereux utilisé dans la fabrication des noyaux en sable, que deux d'entre eux ont inhalé, tandis que le troisième en était carrément aspergé.

Les syndicats dénoncent régulièrement les risques liés à l'utilisation du DMEA, risques auxquels nous sommes exposés tant lors du remplissage des bonbonnes que lors de leur utilisation ou de leur transport. Mais évidemment, la direction préfère nous laisser courir tous les risques que d'engager les investissements qui permettraient de les réduire.

On a même frôlé la catastrophe, du fait que l'installation sur laquelle s'est produite la fuite se trouve à quelques mètres seulement d'une machine à mouler. La chaleur dégagée

par cette dernière a enflammé l'amine qui s'était répandue provoquant un incendie qui aurait pu avoir de graves conséquences.

La semaine précédente, c'est à la Fonte qu'un ouvrier avait été renversé par un Fenwick et blessé, dans des circonstances où la responsabilité de la direction est clairement engagée : chariot non adapté, signalisation défectueuse, encombrement des allées empêchant toute visibilité.

Le problème des accidents en fonderie n'est certes pas nouveau. Mais ces derniers temps, on bat vraiment tous les records. Comment s'en étonner quand on voit à quel point la productivité a augmenté

Le PDG se vantait récemment dans la presse locale de ce que, depuis 1997, la production a presque doublé de volume dans l'usine d'Ingrandes. Pour l'année 2000, la production de carters atteindrait 83 000 tonnes, en progression de 8 000 tonnes sur l'année précédente. Quant à la production de culasses,

elle serait de 18 000 tonnes, en progression de 3 000 tonnes.

En somme, pour la production, c'est la reprise, et pour les profits ça tourne rond. Mais pour nous, cette reprise se traduit par une dégradation incessante des conditions de travail, et une aggravation considérable de la précarité : sur un peu plus de 1 700 salariés, les Fonderies comptent une cinquantaine de CDD et plus de 620 intérimaires.

Formés à la va-vite, sous la pression permanente de l'encadrement, il n'est pas étonnant que les intérimaires soient les premières victimes des accidents de travail.

Le sort de ces camarades, de même que les salaires et les conditions de travail, voilà autant de questions que nous ne tarderons peut-être pas à mettre sous le nez des patrons, en regard des tonnages de carters et de culasses, et des profits qui vont avec, et dont ils se gargarisent tant!

Correspondant LO.

Renault - Flins - Yvelines

LA DIRECTION NOUS MET EN CONGÉ... À NOS FRAIS

L'usine Renault de Flins a chômé du 30 octobre au 4 novembre. Cela a été annoncé en deux fois : lundi 23 octobre, on a appris qu'on ne travaillerait pas les 30 et 31 octobre ; quatre jours plus tard, on apprenait la fermeture pour la semaine. Cela n'a chagriné personne mais on a constaté une fois de plus qu'on était prévenu au dernier moment.

La raison de cette fermeture : les parcs étaient engorgés de plus de 8 000 voitures incomplètes quand la direction a pris sa décision ; à la fin de la semaine, au rythme de

2 000 véhicules produits par jour, dont la moitié au moins incomplets, cela frôlait les 10 000. Les fournisseurs n'arrivant pas à suivre le rythme de la production qui a encore augmenté avec la mise en place d'une équipe de nuit, on trouve ainsi des voitures qui sortent des chaînes emmaillottées de film étirable, en attendant de recevoir leurs vitres. D'autres attendent des durites, des flexibles de freins, etc. Certaines voitures cumulent les défauts : il leur manque quatre voire cinq pièces.

A cela s'ajoute le fait qu'avec les cadences de plus en plus rapides, cette production par à-coups en raison du manque de pièces entraîne des cafouillages ;

des roues bas de gamme se retrouvent sur des voitures haut-de-gamme et vice versa, ce qui augmente d'autant le nombre de véhicules à retoucher.

Bien sûr, une catégorie de travailleurs n'a pas chômé cette semaine : les retoucheurs. Ils ont été rejoints en partie par la maintenance, puisque c'est un des rares moments où on peut remettre en état des installations utilisées 21 heures sur 24 et souvent en panne.

Tout cela est le résultat de la politique délibérée de la direction : flux tendu et mise en route de la fabrication même si on sait dès le départ que les voitures sortiront sans être terminées. Elle compte sur la flexi-

bilité, les heures supplémentaires en pagaille pour les faire retoucher ; dès qu'il fait à peine jour, sur les parkings en plein air, les retoucheurs s'activent dans n'importe quelles conditions. Sauf qu'une voiture, même pas finie, cela tient de la place et qu'il arrive un moment où il n'y a plus un mètre carré de libre!

C'est ce qui vient de se produire, d'où ces vacances à nos frais puisqu'elles sont prises sur le fameux capital-temps, ces heures supplémentaires imposées - au-delà des 35 heures - et non payées qu'on effectue tout au long de l'année pour que la direction nous dise de rester chez nous quand elle l'a décidé!

Le travail est tellement dur que deux mois et demi après le retour des congés, tout le monde en a plus qu'assez. La semaine de

pause a donc été bien accueillie et les travailleurs des Presses, obligés de revenir avant les autres, le vendredi 3 novembre, sous prétexte de fournir les usines d'Espagne et de Slovénie, ont protesté en débrayant. Ils tenaient à dire qu'ils ne sont pas prêts à obéir au moindre claquement de doigt.

Le plus comique, c'est que juste avant l'annonce de la fermeture, la direction avait rassuré sa maîtrise sur la diminution des ruptures d'approvisionnement et commencé à réunir le personnel par groupe de 250 à 300 pour nous expliquer que l'avenir de Flins était assuré avec des nouveaux modèles pour 2005... à condition de rester vigilants sur la qualité!

Correspondant LO

LES PROFITS DES BANQUES AVANT LA VIE DES CONVOYEURS

Une nouvelle fois un convoyeur de fonds a été abattu samedi 28 octobre au cours d'opérations de transfert financier pour le compte d'une banque qui n'avait rien aménagé pour assurer, un tant soit peu, la sécurité des convoyeurs.

C'est pourtant à la suite d'un drame similaire, où des crapules n'hésitent pas à tuer de sang-froid ces salariés pour récupérer l'argent qu'ils transportent, qu'on avait vu au printemps der-

nier les convoyeurs se révolter contre les conditions d'emploi qu'on leur imposait. A l'issue du conflit, où ceux-ci avaient gagné une prime mensuelle de 1 000 francs, le gouvernement avait promis de promulguer des lois qui obligeraient les donneurs d'ordre, banques, grandes surfaces, etc., à faire des aménagements (en particulier des sas spécifiques) limitant les risques d'agression sur les convoyeurs.

Déjà la loi prévoyait que ces malheureuses grandes

compagnies riches à milliards disposeraient de deux ans pour se mettre en conformité. Mais encore aurait-il fallu que le gouvernement, par la biais du ministre de l'Intérieur, publie les décrets d'application pour que le délai commence au moins à courir. Mais le gouvernement n'a pas bougé, malgré toutes les déclarations faites la main sur le cœur par tous les ministres au moment du conflit. Car, comme l'expliquait sans honte après la mort de ce dernier convoyeur

le ministre de l'Intérieur, Daniel Vaillant : « Nous ne pouvons pas publier ces décrets d'application avant que les banques nous aient fait savoir les problèmes que cela leur poserait, nous avons prévu de continuer à négocier en espérant conclure pour la fin de l'année ! »

En somme, quelques morts en plus chez les convoyeurs, c'est quantité négligeable pour le gouvernement, même après ce nouveau drame. Et pourtant il ne s'agit que de quelques travaux mineurs

pour ces puissances financières qui contrôlent grâce aux gouvernements l'argent de tous les salariés.

La peau d'un salarié qui gagne à peine plus de 6 000 francs net par mois ne pèse pas lourd face à la perspective d'écorner un tout petit peu le portefeuille des banques. Alors les convoyeurs ont mille fois raison d'être en colère face à la rapacité des uns et à l'hypocrisie des autres.

Paul SOREL



• Les « nounous » dans la rue, à Strasbourg

Lundi 16 octobre, nous étions plus de 200 assistantes maternelles à manifester au centre-ville de Strasbourg. Salariées des crèches familiales de la Communauté urbaine de Strasbourg, nous en avons assez des conditions de travail et de rémunération qui ne sont plus acceptables. Nous sommes pour la plupart des mères de famille qui gardons un ou plusieurs enfants à notre domicile cinq jours de la semaine.

Contrairement aux « nounous » du privé, payées directement par les parents, nous sommes payées par les crèches qui dépendent financièrement des municipalités et de la caisse départementale d'allocations familiales. Nous sommes payées 105 F par enfant par jour pour huit heures de garde, mais nous sommes tenues de garder les enfants jusqu'à dix heures par jour, ce qui veut dire que beaucoup d'entre nous font deux heures par jour non rémunérées. Nous réclamons donc que la garde soit limitée à huit heures et que les heures faites en plus soient payées.

Nous exigeons également une augmentation de notre salaire horaire, une revalorisation des points retraite ainsi qu'une augmentation des indemnités journalières d'entretien. Ces dernières ne sont que de 36 F par jour pour couvrir les frais journaliers de repas et d'entretien de chaque enfant. Et à Strasbourg, ces indemnités sont bien inférieures à celles d'autres villes où elles peuvent atteindre jusqu'au double.

Nous sommes donc allées manifester avec banderoles et pancartes jusqu'à l'hôtel de ville de Strasbourg où une délégation a été reçue par Catherine Trautmann, maire de la ville, qui s'est engagée à augmenter l'indemnité journalière d'entretien de 6 francs à partir du 1^{er} janvier, puis encore de 3 francs en juillet 2001.

Nous avons pris bonne note de cet engagement mais nous sommes bien décidées à remettre de l'ambiance dans la rue si les autres revendications ne sont pas accordées !

Une lectrice de Strasbourg.

• Shell-Berre: la lutte a payé

Mardi 17 octobre, des négociations salariales avaient lieu au niveau de Shell France. La direction proposait 2% sur le salaire de base à partir de mars 2001 et une prime de 1 650 F en décembre.

Ces propositions ne satisfaisaient pas les salariés. A la prise de poste de midi, à l'appel de la CGT et de la CFDT, les salariés du site de Berre l'Etang décidèrent en assemblée générale une grève de huit heures reconductible. A vingt heures, la direction déclarait que les négociations au niveau de Shell France étaient terminées, avec 5,1% d'augmentation sur le salaire de base pour mars 2001 et toujours 1 650 F de prime.

Les salariés de Berre déci-

dèrent alors de continuer la grève avec un arrêt total de la production: les travailleurs des trois secteurs de l'unité, le raffinage, le cracking et la pétrochimie, étaient en grève.

La direction s'est alors déplacée de Paris pour voir de près ce qui se passait sur Berre. Après de nouvelles négociations elle lâchait 5,5% sur le salaire de base à partir du 1^{er} décembre 2000, une prime de 6 000 F fin novembre et une autre de 2 500 F fin décembre.

Les travailleurs décidèrent alors de reprendre le travail, contents du résultat et contents d'avoir fait grève sur tout le site ce qui n'était pas arrivé depuis bien longtemps.

G. P. (Marseille)

• Stages ou travail au rabais ?

Chômeur de longue durée, l'ANPE m'a proposé, ainsi qu'à une dizaine d'autres, un stage de six semaines intitulé « chantier formation espaces verts », en nous faisant comprendre que nous risquions de perdre nos allocations de chômage si nous refusions.

Sous l'autorité d'une association dénommée « Retravailler en région Centre », il s'agit de viabiliser des jardins familiaux (et d'installer dessus des cabanons) pour le compte de la mairie de Mainvilliers, dans la banlieue de Chartres.

Dès le départ nous nous sommes rendu compte qu'il y avait derrière cela de nombreuses arnaques.

D'une part aucune pause n'était prévue, il n'y avait pas de local pour déjeuner, pas de vestiaires, pas de vêtements chauds (alors qu'on travaille dehors toute la journée). Il a donc fallu protester pour obtenir un certain nombre d'améliorations élémentaires.

Et puis pour ce travail effectif de 35 heures par semaine, nous sommes rémunérés largement en dessous du

Smic, puisqu'on a appris, après le début du stage, qu'on allait toucher une allocation mensuelle allant de 3 270 F net à 2 200 F pour ceux qui ont moins de 25 ans.

Enfin, pour justifier ce type de stage, il comprend un « module de formation à l'emploi » qui consiste surtout à apprendre à remplir des demandes d'emploi et à réviser des notions élémentaires de mathématiques. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que certains d'entre nous suivent une telle « formation » qui ne débouche évidemment sur aucun emploi véritable.

Voilà comment une municipalité « de gauche » se fait construire un équipement municipal (elle a déjà annoncé dans la presse locale la date de l'inauguration des jardins mais se soucie visiblement moins des conditions dans lesquelles ils sont réalisés), grâce à du travail sous-payé, et avec la complicité de l'ANPE, des Assedic, de l'association Retravailler et du lycée agricole voisin qui supervise les travaux !

À Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor): « LA RENAISSANCE DE LA CITÉ BALZAC »: PARLONS-EN!

Au mois de juin dernier, les habitants du quartier Balzac, à Saint-Brieuc, avaient vu arriver en grande pompe une flopée de notables locaux: maire, conseillers municipaux et généraux, et même un ministre, venus fêter la « réhabilitation » de ce quartier.

Il est vrai que l'ensemble des immeubles, datant de 1965, avait sérieusement besoin d'être rénové: insalubrité, humidité, électricité et canalisations hors normes, ascenseurs en panne, fissures dans les murs...

Mais il ne s'agissait alors que de saluer la fin des travaux concernant uniquement le centre commercial attenant aux quatre barres de dix étages.

Et comme l'avait déclaré alors un résident, relayé par la presse locale, « le ministre vient et on ne va lui montrer qu'un côté de la médaille, pas les conditions misérables dans lesquelles les gens vivent. La rénovation des logements aurait dû être une priorité, nous passons en dernier ».

Eh bien, nous y sommes: la réhabilitation des 255 logements bat son plein. On refait tout de A à Z, l'extérieur des immeubles comme l'intérieur des appartements.

Mais derrière les phrases pompeuses de l'OPMHLM, « Votre bien-être et votre confort sont nos principaux soucis », la réalité est tout autre.

En effet, pour de sordides économies, les travaux se font appartements occupés. Pas difficile dans ce cas d'imaginer le chantier que cela occasionne. Tous les corps de métier s'affairent en même temps au milieu des meubles: l'électricien, le plombier, le carreleur, le peintre, le poseur de vitres... C'est un va-et-vient incessant dans l'insécurité la plus totale; les fils électriques qui pendent, la douche hors service pendant des jours, la poussière de plâtre qui pénètre partout, le peintre qui travaille (heureusement pour lui) avec un masque... mais pas les locataires qui, eux, doivent vivre sans... Bref, un véritable

capharnaüm. Deux appartements ont passé tout un week-end sans vitres! Comment vivre dans de telles conditions, surtout quand on a des enfants en bas âge?

Alors, certains locataires craquent, ont des crises de nerfs; les plus chanceux se réfugient chez des parents, des amis.

Ces travaux devaient durer deux à trois semaines suivant la taille des appartements, mais ils s'éternisent

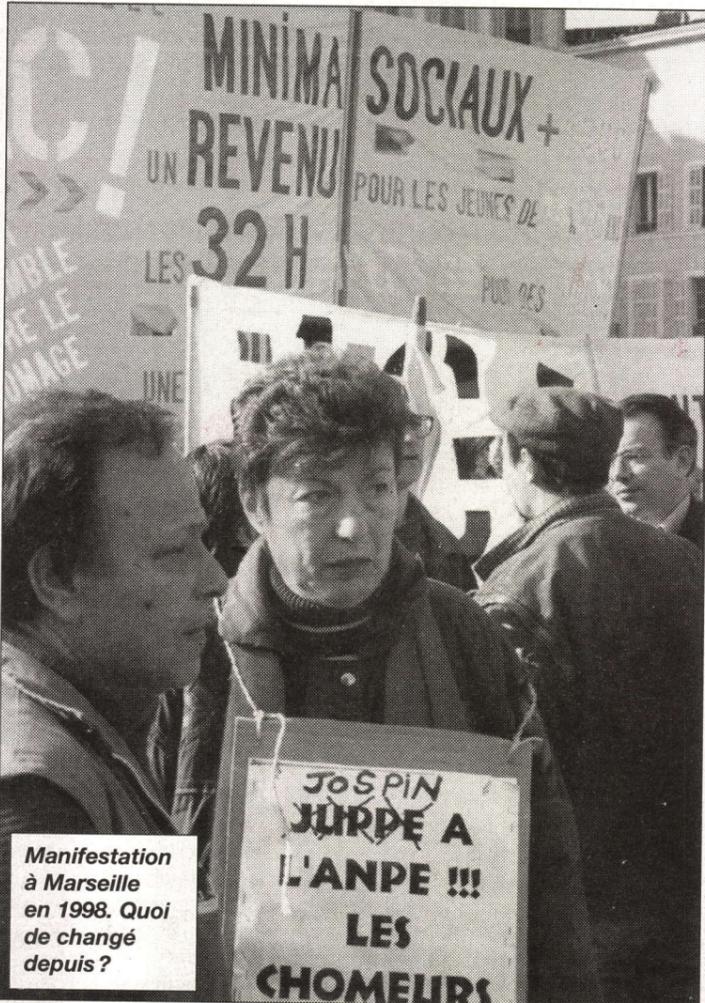
depuis trois mois pour certains, et c'est loin d'être fini. Et pour couronner le tout, l'OPMHLM n'a pas attendu la fin des travaux pour annoncer l'augmentation des loyers de 250 à 300 F selon les appartements.

Alors, « la révolte à Balzac », en réponse au maire qui clamait « la renaissance de la cité Balzac », ce serait tout le bien qu'on lui souhaite.



Financement
de la Sécurité sociale

**LES MESURES
HOMÉOPATHIQUES
DE GUIGOU**



Manifestation à Marseille en 1998. Quoi de changé depuis ?

Durant le débat général sur le projet de financement de la Sécurité sociale, qui s'est achevé vendredi 27 octobre, le gouvernement a lâché quelques miettes pour les travailleurs les plus démunis.

Elisabeth Guigou, ministre de la « Solidarité », a présenté les changements au projet de loi de financement. Le minimum vieillesse a été relevé de 2,2% au lieu du 1,7% initialement prévu. Cette allocation reste très faible, atteignant maintenant 3 653 F au lieu de 3 500 F environ auparavant. De plus, ce minimum vieillesse resterait au-dessus du plafond de la Couverture Maladie Universelle et les personnes qui le touchent ne pourraient donc toujours pas bénéficier de cette CMU.

L'autre mesure présentée par le gouvernement est donc le relèvement de ce plafond de la Couverture Maladie Universelle, qui passe de 3 500 à 3 600 F pour une personne seule. Ce relèvement devrait faire passer de 4,7 millions à 5 millions le nombre de bénéficiaires, soit 300 000 personnes en plus. C'est évidemment au moins une bonne chose pour les 300 000 personnes qui pourront en bénéficier. Mais la mesure est bien dérisoire car elle ne permettra même pas de faire bénéficier de la CMU tous ceux qui touchent les minima sociaux, ni les titulaires du minimum vieillesse donc,

ni ceux du minimum handicapé, soit deux millions de personnes.

D'autres annonces ont été faites par le gouvernement qui, pour certaines, avaient déjà été faites auparavant. Il serait question d'un allègement dégressif de la CSG en trois ans. Ainsi, en 2001, les smicards bénéficieront d'une ristourne de... 180 F. Enfin, il serait aussi question de supprimer pour les retraités et les chômeurs, la contribution pour le remboursement de la dette sociale, CRDS, créée en janvier 1996 par Juppé et fixée à 0,5%, qui s'appliquait jusque-là à tous les revenus.

Tout cela est sûrement mieux que rien pour ceux qui vont en bénéficier. Mais c'est bien peu, d'autant que le gouvernement de Jospin ne remet pas du tout en cause le financement de la Sécurité sociale dans lequel la part patronale est très faible. En effet, il n'est pas question pour le gouvernement, pas plus pour cette question que pour le reste, de s'affronter aux patrons et à leurs profits scandaleux.

Ces saupoudrages mettent pourtant en évidence toute l'étendue de la misère. Comment peut-on vivre avec 3 600 F par mois? Comment peut-on vivre avec moins que le SMIC et même avec le SMIC? Ce sont des millions de travailleurs, de jeunes, de retraités qui se retrouvent dans cette situation. Et pour tous ceux-là, les discours de Jospin sur la croissance sonnent comme une provocation.

Aline RETESSE

**Budget
du Parlement européen**

**AIDES AUX ENTREPRISES
ET MIETTES
POUR LES TRAVAILLEURS!**

La récente session plénière du Parlement européen, tenue du 23 au 27 octobre, a d'abord été marquée par l'expulsion de Jean-Marie Le Pen, déchu de ses mandats. Le Parlement avait décidé il y a déjà quelques mois d'attendre la décision de l'Etat français pour entériner cette décision, un exemple de plus de la position d'auxiliaire des Etats européens qui est celle de l'Union européenne. Ne plus voir la tête de Le Pen dans l'hémicycle est plutôt une nouvelle réjouissante, encore qu'il serait de beaucoup préférable que son influence électorale tombe à zéro, ce que valent ses opinions.

Comme toujours, il y avait de nombreux sujets mis en discussion et au vote au cours de cette session. Les députées de Lutte Ouvrière, Arlette Laguiller, Armonie Bordes et Chantal Cauquil, ont voté contre le budget d'une Union européenne dont l'essentiel de l'action, et donc des financements, se concentre sur le soutien aux grands groupes industriels et financiers, tout en approuvant quelques rares - lignes budgétaires, accordant un financement à une activité utile à la collectivité. Les associations humanitaires concernées avaient en général fait connaître les lignes budgétaires qui leur tenaient à cœur, ce que nous avons respecté.

Nous avons découvert qu'il existait toujours un budget de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Ceca) qui, comme l'a expliqué Chantal Cauquil au nom de nos trois députées, « continue à fonctionner

comme une pompe à subventions pour les actionnaires de l'industrie sidérurgique. [...] Même si [...] on envisage de consacrer une certaine somme à l'aide sociale, aucune précision chiffrée n'est donnée alors que la moindre des garanties devrait être que tous les travailleurs concernés par les suppressions d'emplois encore à venir touchent l'intégralité de leur salaire jusqu'à l'âge de la retraite ».

Il faut noter que le groupe communiste (GUE-NGL), auquel nous sommes associés, a voté également contre le budget même si ses raisons étaient sensiblement différentes des nôtres. Il entendait notamment protester contre un budget révisé à la baisse au moment où il est question d'élargissement de l'Union européenne, sans compter que celle-ci finance bien des dépenses imprévues (aides en cas de catastrophe, par exemple) en rognant sur d'autres budgets.

Nous avons également voté contre la résolution commune de la droite, du groupe socialiste et des Verts se réjouissant du sommet de Biarritz et des projets d'élargissement de l'Union européenne, alors que cet élargissement n'est qu'un « laborieux marchandage », selon les explications de vote des trois députées de Lutte Ouvrière, où « chacun cherche [...] à assurer sa propre prépondérance et à garantir les intérêts de ses propres groupes industriels ou financiers. Ce qui se prépare, ce n'est même pas une Union à deux vitesses, mais l'introduction dans l'arène, dominée par les grands prédateurs de l'économie d'Europe, de pays moins développés qui, proies à l'extérieur, continueront à l'être à l'intérieur ».

La rapporteuse d'un des nombreux textes qui proposaient de l'aide aux entre-

prises a tenu à souligner, dans sa présentation orale, qu'à part une minorité qui prônait la lutte de classe, plus personne ne contestait l'entreprise. Elle a été interpellée sur ce point par notre camarade Armonie Bordes : « C'est le grand patronat qui pratique quotidiennement la lutte de classe contre les travailleurs alors que la minorité à laquelle vous avez fait allusion défend, elle, les intérêts de la classe ouvrière ».

Pour ce qui est des mesures sociales, l'Union européenne, fidèle à elle-même, se contente du flou artistique. Un rapport sur le « nouvel agenda social » demandait par exemple, comme nous l'avons souligné, « d'approuver la prétendue "politique sociale" proposée au Conseil par la Commission, autrement dit d'approuver un vide sidéral car il n'y a pas une seule mesure concrète susceptible d'améliorer la situation des travailleurs. Rien n'oblige les grandes entreprises à créer des emplois et elles peuvent même continuer à en supprimer lorsqu'elles réalisent des bénéfices considérables ».

Enfin, Arlette Laguiller a pu intervenir à propos d'un rapport concernant les Etats liés à l'Union européenne, notamment en Afrique, et le développement des conflits armés en constatant que le langage compatissant du rapport avait surtout pour but de « dissimuler la responsabilité, directe ou indirecte mais écrasante, des grandes puissances européennes elles-mêmes dans la plupart de ces conflits, du Rwanda à la Sierra Leone. Aujourd'hui, en Côte-d'Ivoire, même si, devant la réaction de la population d'Abidjan contre la tentative d'un nouveau coup d'Etat militaire, Jospin comme Chirac prennent position contre le putsch, comment ne pas dénoncer la politique de l'impérialisme français? »